

talsberichte und der klareren Umschreibung der Aufgaben der Alkoholdelegationen. Das bedeutet zugleich eine weitgehende Annäherung des Verfahrens an die bewährte Oberaufsicht der Verkehrskommissionen über die SBB.

Wer die Debatten des Ständerats zu dieser Frage aufmerksam verfolgte, muss über die phantasielose, prestigebelastete und auch recht saloppe Abfertigung der nationalrätlichen Verbesserungsvorschläge sehr enttäuscht sein. Die angedrohte Einigungskonferenz oder gar das Scheitern vermag mich nicht zu schrecken. Wir können ja nicht dem Frieden zuliebe einer schlechteren Lösung zustimmen. Der Status quo wäre ja allemal noch besser als die ständerätlichen «Verschlimmbesserungen». Eine Einigungskonferenz, die nun ohnehin einberufen werden muss, böte demgegenüber immerhin die Chance, dass die Ständeräte endlich gezwungen wären, uns zuzuhören, auf unsere Anträge und Argumente einzugehen. Damit ergäbe sich die Chance einer wirklich positiven Neuordnung dieser Fragen.

Deshalb bitte ich Sie um Zustimmung zur Mehrheit der nationalrätlichen Kommission.

Hari: Ich spreche im Namen der Schweizerischen Volkspartei und unterstütze die Ausführungen von Kollege Ammann. Da ich nicht mehr Präsident der Kommission für Gesundheit und Umwelt bin, kann ich mich dazu unbefangen äussern.

Geändert hat sich meine Meinung allerdings nicht, auch nicht die Meinung unserer Fraktion. Die Oberaufsicht über die Alkoholverwaltung wurde bisher von der Kommission Gesundheit und Umwelt zufriedenstellend ausgeführt. Ich glaube nicht, dass wir daran etwas ändern sollten, insbesondere – es wurde bereits von Frau Stamm erwähnt – weil die Geschäftsprüfungskommission ohnehin stark überlastet ist.

Unsere Fraktion beantragt Ihnen, an der Fassung der nationalrätlichen Kommissionsmehrheit festzuhalten.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Minderheit	68 Stimmen
Für den Antrag der Mehrheit	61 Stimmen

Le président: Ce vote est aussi valable pour l'article 20 de la Loi fédérale sur le contrôle des finances.

Cet objet est ainsi liquidé et va à la Commission de conciliation.

86.246

Parlamentarische Initiative (Ott) Parlamentsreform Initiative parlementaire (Ott) Réforme du Parlement

Fortsetzung – Suite

Siehe Jahrgang 1987, Seite 1600 – Voir année 1987, page 1600

Bericht und Anträge der Kommission des Nationalrates vom 17. August 1989 (BBI III, 1397)

Rapport et propositions de la commission du Conseil national du 17 août 1989 (FF III, 1329)

Antrag der Kommission

Eintreten und Zustimmung zum Entwurf der Kommission
(Text siehe Bericht vom 17. August 1989)

Proposition de la commission

Entrer en matière et adhérer à la proposition de la commission
(Texte voir rapport du 17 août 1989)

M. Borel, rapporteur: Mon exposé introductif comprendra quatre parties. Dans une première partie, je rappellerai quel mandat votre commission a reçu de la part du Bureau du Conseil national. Ensuite, je présenterai les principales modifications du règlement que nous vous proposons. En troisième partie, je citerai quelques thèmes de discussion qui ont donné lieu à de larges débats en commission, mais où celle-ci a abouti à la conclusion de maintenir le *statu quo* ou que les améliorations souhaitées ne nécessitent pas une modification légale. Enfin, parce que les propositions qui vous sont faites aujourd'hui font partie d'un tout, je préciserai ce que la commission attend du processus permanent de réforme du Parlement, entamé il y a dix-huit mois par les réformes de structure proposées par notre Bureau.

Quel était le mandat de notre commission? Rappelons tout d'abord que le titre de «Réforme du Parlement», que porte le projet dont nous vous parlons aujourd'hui, n'émane pas de votre commission et qu'il donne l'impression de recouvrir des domaines bien plus vastes que le mandat effectif de la commission, selon la décision du Bureau.

Constitué pour l'examen des modifications de la loi sur les rapports entre les conseils, dont nous avons parlé tout à l'heure, notre commission a reçu quatre mandats: premier mandat: toilettage du règlement du Conseil national en vue de supprimer les contradictions avec d'autres lois (par exemple, la procédure à suivre lors du dépôt d'une initiative parlementaire), d'adapter la règle écrite à la pratique (par exemple, les horaires de nos séances) et d'améliorer la systématique et la forme de notre règlement.

Deuxième mandat: examen de l'opportunité de modifier notre législation relative à diverses questions soulevées au plénum ou au Bureau, qui allaient du droit de convocation des sessions extraordinaires à la question du *quorum*, en passant par les sanctions disciplinaires et le bilinguisme dans les rapports de commission.

Troisième mandat: l'examen préalable de l'initiative de notre collègue Ott, concernant la réforme du Parlement puis, à la suite de l'acceptation par le plénum de cette initiative, nous avons reçu notre quatrième mandat: examen partiel de cette initiative Ott, à savoir, faire des propositions permettant premièrement, de rationaliser la procédure parlementaire et deuxièmement, de sauvegarder les droits du Parlement et des députés. Le paragraphe de l'initiative Ott sur le renforcement des services du Parlement, destiné à faciliter le travail des députés, a été pris en charge par le Bureau lui-même. La commission a estimé que, pour donner suite à ces mandats, il était suffisant de modifier notre règlement sans amender de loi ou la Constitution fédérale.

J'en viens maintenant aux propositions principales de modification de notre règlement: notre collègue Ott nous demandait de résoudre la quadrature du cercle, c'est-à-dire de rationaliser la procédure, mais aussi de sauvegarder, voire étendre les droits du Parlement et de ses membres. Les débats en commission nous ont permis de mettre en évidence le fait que ces deux objectifs ne sont pas aussi antinomiques qu'ils le paraissent de prime abord. Par exemple, une réduction du temps de parole ou le recours plus fréquent à la procédure écrite peut paraître limiter les droits des parlementaires. Cependant, les débats fleuves dans lesquels le Parlement s'enlise, les discussions de détail interminables qui auraient pu avoir lieu en commission si nécessaire et qui se déroulent au plénum ont un résultat patent: le Parlement y perd de son crédit. Comme corollaire, les droits et pouvoirs du Parlement vont en diminuant et il en va de même, bien sûr, de celui des députés à titre individuel. La commission escompte que ces propositions encourageront les orateurs à se concentrer sur l'essentiel, ce qui ne peut avoir qu'un effet favorable à la fois sur l'impact de leurs interventions au plénum et sur l'impact médiatique à l'extérieur de notre salle.

Je ne vous donnerai pour l'instant que les grandes lignes des propositions que nous vous faisons, me permettant de revenir, après le débat d'entrée en matière et selon les questions qui seront posées, plus précisément sur quelques aspects lors de la discussion de détail.

La première proposition d'importance concerne les pétitions.

Cet important droit populaire et droit de surveillance du Parlement est en train de perdre en importance du fait que ces mêmes pétitions sont renvoyées de session en session. Pour sauvegarder ce droit, nous vous proposons de fixer l'examen des pétitions au dernier vendredi de chaque session et ceci dès après l'examen de la pétition par la commission responsable. Nous présentons une proposition relative aux propositions individuelles. C'est un droit important des députés qui, s'agissant des motions, postulats et interpellations, a été pratiquement vidé de son contenu, notre conseil ne trouvant presque jamais le temps de les traiter, du moins lorsqu'ils sont combattus ne serait-ce que par un unique député.

La commission vous propose de revitaliser ce droit d'initiative en réservant les séances des deuxième et troisième lundis de chaque session à leur traitement, après l'heure des questions. La procédure écrite pour le développement et la réponse du Conseil fédéral, déjà utilisée aujourd'hui dans la majorité des cas, sera rendue systématique pour clarifier et rationaliser la discussion. L'auteur d'une proposition combattue pourra s'exprimer oralement, les propositions seront groupées par thèmes pour les débats et il sera possible au conseil de prolonger la discussion au-delà de 19 h 30 pour faire avancer les dossiers. Les propositions ne soulevant aucune opposition continueront à être adoptées en procédure accélérée le dernier vendredi de chaque session.

Point central de nos propositions, la classification des objets en cinq catégories pour les discussions en plénum. Actuellement, notre Parlement consacre parfois beaucoup trop de temps à des objets qui ne suscitent ni questions ni oppositions d'importance. Nous vous suggérons de prévoir le classement de ces objets en cinq catégories, en prenant en considération leur importance politique, de manière à éviter dans la mesure de l'utile les longs débats, voire d'adopter, dans certains cas, une procédure partiellement ou totalement écrite. L'objectif de cette classification n'est pas uniquement d'accélérer le traitement des affaires, mais bien de se donner davantage de temps pour les objets d'importance aux dépens des affaires de portée réduite.

Lors de la discussion par articles, je reviendrai sur la manière de classer et sur les critères appliqués. Je vous signale d'ores et déjà que toute proposition de classement pourra être contestée en plénum par une motion d'ordre.

Nous envisageons aussi quelques nouvelles règles concernant le temps de parole: quinze minutes pour le porte-parole de groupe, dix minutes pour les auteurs de proposition de non-entrée en matière, de renvoi ou d'amendement, cinq minutes pour les orateurs individuels. Ces limitations correspondent à la pratique généralement utilisée ces dernières années. La commission vous propose en plus de limiter à cinq minutes le temps des porte-parole de groupe dans la discussion par articles, ainsi que celui des auteurs de motions, postulats, interpellations et initiatives parlementaires lorsque ces propositions seraient combattues. De même, pour raccourcir les débats, des propositions ayant la même teneur ne seront développées que par l'auteur de la première proposition. Le droit de parole est extrêmement limité, voire supprimé pour les objets mineurs classés en catégories 4 et 5.

Je parlerai maintenant du cas particulier des initiatives parlementaires. Celles-ci se sont multipliées ces dernières années. Les modifications que nous vous suggérons concernant le traitement des motions devraient inverser cette tendance. Le droit d'initiative, important pour le député, est garanti par la Constitution fédérale. Il convient donc d'éviter la pratique courante de renvoyer de session en session le traitement de ces initiatives et de maintenir l'obligation de leur examen par une commission.

Cependant, afin de rationaliser leur traitement en plénum, nous vous proposons de classer dans la catégorie 5 une initiative qui ne serait pas soutenue par au moins cinq membres de la commission. Dans ce cas la procédure serait écrite. S'il le souhaite, l'auteur de l'initiative aurait cependant le droit de donner brièvement son avis, les rapporteurs lui répondraient et l'on passerait immédiatement au vote.

J'en viens maintenant aux questions qui ont donné lieu à de larges débats en commission, sans pour autant que nous

vous fassions des propositions de modification, ni du règlement ni d'une loi.

Les sessions extraordinaires tout d'abord: 50 députés peuvent demander la convocation d'une session extraordinaire en vertu de l'article 86 de la constitution. Une proposition de M. Nebiker, adoptée sous forme de postulat par le Conseil national, demandait le réexamen de cette disposition à la suite de l'usage qui en avait été fait pour l'examen des problèmes liés au dépérissement des forêts, d'une part, et aux suites de l'accident de Tchernobyl, d'autre part.

La commission a fait siennes les conclusions de l'expert consulté, le professeur Jean-François Aubert, ancien conseiller aux Etats, et décidé de maintenir tel quel cet important droit d'une minorité. De l'avis de M. Aubert, cette minorité pourrait non seulement exiger la convocation des Chambres mais également déterminer l'objet des discussions. Le sujet des débats serait donc précisé, mais la minorité ne pourrait par contre pas exiger la prise de décisions particulières.

Par son absence, la majorité pourrait théoriquement imposer le non-respect du *quorum*, donc l'impossibilité de délibérer valablement, mais votre commission a estimé que cette tactique de la chaise vide était peu vraisemblable politiquement.

Nous avons également parlé de la question du *quorum*. La commission estime qu'il est excessif de maintenir l'obligation de ne prendre de décisions même mineures ni de délibérer que si le *quorum* est atteint. Cependant la Constitution fédérale ne permet pas d'autre interprétation qu'un respect strict de ce *quorum*. Les experts consultés, les professeurs Aubert, Auer et Eichenberger, en ont convaincu la commission. Une révision partielle de la constitution serait inopportune à ce sujet, mais l'article 87 devra être remanié lors d'une révision totale.

Concernant les motions identiques, c'est-à-dire celles qui sont déposées avec le même texte, comme cela est arrivé parfois, au Conseil national et au Conseil des Etats, la commission estime que la pratique actuelle qui consiste à régler de cas en cas la procédure sans formalisme excessif et avec un souci de rationaliser est la meilleure et qu'il convient de la maintenir sans modifier la législation.

Nous avons, à l'instigation du Bureau, parlé de la discipline durant les séances, du rôle du président et du Bureau pour faire respecter cette discipline. Les rares manifestations qui ont eu lieu à la tribune ne justifient pas à notre avis l'élaboration d'un véritable code disciplinaire des députés. Nous vous proposons cependant de préciser les prérogatives du président à l'article 48 et de donner quelques compétences formelles au Bureau par un nouvel article 48a. De l'avis de la commission, elles figuraient déjà implicitement dans les attributions du président ou du Bureau.

Je terminerai enfin par le bilinguisme, c'est-à-dire le principe d'avoir des rapports de commission en français et en allemand. La minorité romande de la commission a, avec conviction, défendu le maintien des rapports de commissions bilingues. Par respect de cette minorité, la majorité, pour certains sans grand enthousiasme, s'est ralliée à ce point de vue.

Dans le cadre de ses travaux, la commission est arrivée à un certain nombre de conclusions et elle désirerait que vous les fassiez vôtres. Premièrement, le surcroît de travail des parlementaires n'est pas conjoncturel, il est permanent et s'accroîtra encore si le Parlement souhaite être associé aux mutations que provoqueront de nouveaux liens ou accords envisagés avec la CEE ou avec les pays de l'Est-européen.

Deuxièmement, on ne peut plus parler d'un statut de parlementaires de milice. Pour ceux qui ne sont pas professionnels de fait, et ils sont nombreux dans cette salle, nous sommes des professionnels à temps partiel. Cette situation sera durable, il est même vraisemblable que la part du temps consacré à notre mandat ira en augmentant si nous ne bénéficions pas rapidement de progrès sensibles en matière d'infrastructure.

Il découle de ces deux conclusions que le processus de réforme du Parlement devra être, ces prochaines années, permanent et dépasser largement le cadre de la modification du règlement dont nous parlons aujourd'hui. Cette réforme devra comprendre les volets suivants: premièrement, une amélioration de l'indépendance financière du député, mais un pas im-

portant a été franchi il y a moins de deux ans; deuxièmement, une amélioration de l'infrastructure générale du Parlement pour le travail en commission et en plénum, donc une amélioration des services du Parlement, ainsi qu'une amélioration de l'infrastructure à disposition du député individuel, ne serait-ce que la mise à disposition d'une place de travail digne de ce nom. Le Bureau nous a promis, lors des discussions il y a dix-huit mois, un rapport à ce sujet pour cet automne. L'infrastructure actuelle de notre Parlement correspond à un peu plus de ce qui est mis à disposition d'un unique parlementaire des USA. Une telle situation ne peut durer sans perte de crédibilité de nos conseils. Troisième volet: l'amélioration de l'infrastructure passe aussi par celle des groupes politiques. Nous traiterons de cet objet tout à l'heure en parlant du financement de ces groupes politiques. Nous estimons que nous allons dans le bon sens avec ces propositions car le député n'a pas seulement besoin d'une infrastructure matérielle, d'une chaise, d'un bureau, voire même, comme nous l'avons décidé, d'un terminal d'ordinateur, il a également besoin de conseils de spécialistes et ces spécialistes sont plus à même d'être trouvés au sein des groupes politiques de même sensibilité qu'au sein de l'administration ou des services du Parlement. Quatrième volet: les propositions que nous vous faisons aujourd'hui ont pour but de rationaliser les débats. Elles devraient inciter les rapporteurs, les membres du Conseil national et du Conseil fédéral à se concentrer en plénum sur l'essentiel. Pour atteindre cet objectif il faudra que tous dans cette salle nous jouions le jeu et quand je dis tous, je ne pense pas seulement aux députés, mais aussi aux représentants des médias qui ont la responsabilité d'informer le public sur ce qui se passe et se décide ici. Le contenu et la forme de l'information qui est diffusée par les médias écrits ou oraux, leur manière de travailler, ont une influence certaine sur le déroulement des débats en plénum. La liberté professionnelle de ces médias doit être entière mais leur responsabilité en est d'autant plus grande et leur collaboration est indispensable à un meilleur fonctionnement de ce Parlement.

En conclusion, je vous prie au nom de la commission d'entrer en matière sur nos propositions. En outre, je vous signale qu'étant donné qu'en matière de règlement nous n'avons pas de système bicaméral et que ce projet ne sera pas examiné par le Conseil des Etats nous devons l'examiner en deuxième lecture. Ceci aura vraisemblablement lieu lors de la session de mars.

Frau **Stamm**, Berichterstatterin: Die Vorschläge zur Revision des Geschäftsreglementes des Nationalrates, die wir Ihnen heute unterbreiten, wurden im wesentlichen durch die parlamentarische Initiative von Nationalrat Ott ausgelöst. Am 3. Dezember 1987 haben Sie einstimmig beschlossen, ihr Folge zu geben. Herr Ott verlangte in Punkt 1 seiner Initiative, die parlamentarische Infrastruktur sei zu stärken. Diesen Auftrag übernahm das Büro.

In den Punkten 2 und 3 verlangte er, die parlamentarischen Arbeitsabläufe seien rationeller zu gestalten und die Rechte des Parlamentes und dessen Angehörigen seien zu wahren.

Wir unterbreiten Ihnen heute das Resultat unserer Beratungen zu den Punkten 2 und 3 und zu weiteren Punkten in Form einer recht ausgedehnten Revision des Geschäftsreglementes des Nationalrates.

Wir schlagen Ihnen die Revision unter folgenden Rahmenbedingungen vor:

1. Wir nennen uns Milizparlament, sind aber ein Teilzeitparlament und haben uns immer wieder mit der Frage zu befassen, ob nicht ein Berufsparlament endlich zeitgemäss wäre. Ihre Kommission hat das Für und Wider, das Sie kennen, diskutiert und ist zum Schluss gekommen: Wir bleiben, wie wir sind. Erst wenn alle Erleichterungs- und Verbesserungsmöglichkeiten für unsere parlamentarische Arbeit verwirklicht und ausgeschöpft sind, soll diese Frage wieder gestellt werden. Wir sind aber der Meinung, dass diese Erleichterungs- und Verbesserungsmöglichkeiten für Parlamentarierinnen und Parlamentarier schnell eingeführt werden müssen.

2. Beim einen oder anderen Revisionspunkt stellte sich die Frage, ob eine Aenderung der Bundesverfassung oder eines

Gesetzes vorgeschlagen werden solle. Sehr intensiv zum Beispiel bei der Anwesenheitspflicht, die in Artikel 8 Bundesverfassung vorgeschrieben ist, bei der Frage des sogenannten Quorums. Verschiedene Experten, die Herren Aubert, Auer und Eichenberger, haben uns nämlich davon überzeugt, dass diese Bestimmung recht strikt ausgelegt werden muss.

Die Kommission ist der Meinung, solche Revisionen könnten allenfalls im Rahmen einer Totalrevision der Bundesverfassung geprüft werden und nicht isoliert anlässlich dieser Revision des Geschäftsreglementes.

Wir haben diese Revision auftragsgemäss auch genutzt, um das Reglement den Bestimmungen des mehrfach abgeänderten Geschäftsverkehrsgesetzes anzupassen und systematische und sprachliche Verbesserungen anzubringen. Wir schlagen Ihnen dort Aenderungen des Reglementes vor, wo es mit den realen Gegebenheiten nicht mehr übereinstimmt. Denken Sie zum Beispiel an den Zeitpunkt des Sessionsbeginns!

Wenn Sie unseren Revisionsvorschlägen also – auch in einer zweiten Lesung – zustimmen, wäre ein weiterer Schritt in der Parlamentsreform getan. Sie wissen aber – Ihre Kommission hat das auch deutlich erlebt –: Parlamentsreform wird für uns ein Dauerprozess bleiben.

Herr Ott verlangt in seiner Initiative, die parlamentarischen Arbeitsabläufe seien rationeller zu gestalten und die Rechte des Parlamentes und seiner Angehörigen seien zu wahren.

Sie können sich vorstellen, dass bei einer Straffung unseres Parlamentsbetriebs Konflikte auftauchen zwischen dem – das sage ich selbstironischerweise – Selbstverwirklichungsrecht des Parlamentariers durch Ausdrücken, Bekanntgeben, Reden und dem Ziel, die Parlamentsarbeit möglichst effizient zu gestalten.

Wir haben diesen Konflikt, der sich an mehreren Punkten zeigte, so gelöst, dass wir das Antragsrecht von Parlamentarierinnen und Parlamentariern unangetastet liessen bis auf eine winzige Einschränkung, die von einer Minderheit bekämpft wird. Das werden wir in der Einzeldebatte sehen.

Wir haben aber das Rederecht eingeschränkt, sei es zeitlich, sei es, dass gewisse Äusserungen nicht mehr mündlich vorgebracht, sondern schriftlich eingereicht werden sollen. Dies ist in einem gewissen Sinne für Parlamentarierinnen und Parlamentarier ein Opfer, aber wir müssen es bringen, wenn wir unser Teilzeitparlament retten und die Sessionszeiten nicht verlängern wollen. Auch diese Möglichkeit wurde geprüft und von der Kommission verworfen.

Das Herzstück der vorliegenden Revision bildet die Einteilung der Ratsgeschäfte in Kategorien nach ihrer politischen Bedeutung. Die Art und Weise der Behandlung eines Ratsgeschäftes richtet sich laut unserem Vorschlag nach der Wichtigkeit des Geschäftes. Sie werden in Artikel 60c die verschiedenen Möglichkeiten sehen. Sie finden auch hinten in der Botschaft eine Tabelle mit Beispielen. Wir werden in der Detailberatung darauf zurückkommen.

Diese Prioritätensetzung geschieht durch das Büro zum gleichen Zeitpunkt wie die Bestellung der Kommission. Die Kommission selbst kann die Prioritätensetzung akzeptieren oder aufgrund der Verhandlungen einen abweichenden Antrag an die Fraktionspräsidentenkonferenz stellen.

Die Fraktionspräsidentenkonferenz unterbreitet dem Plenum gleichzeitig mit dem Sessionsprogramm die Kategorien, in die die Geschäfte eingeteilt werden sollen. Wie die Traktandenliste kann auch die Kategorieneinteilung via Ordnungsantrag aus dem Plenum angefochten werden.

Diese Prioritätensetzung nach Kategorien gemäss Wichtigkeit eines Geschäftes bringt unserer Meinung nach die nötige Straffung. Die Einflussmöglichkeit des einzelnen Parlamentariermitglieds auf die Prioritätensetzung bleibt erhalten. Auch innerhalb eines Geschäftes soll Flexibilität gewährleistet sein, indem zum Beispiel eine Eintretensdebatte und eine Detailberatung nicht nach derselben Kategorie abgehalten werden müssen.

Wichtig ist im weiteren an unserer Revision, dass für die Behandlung von persönlichen Vorstössen und Petitionen in unserem Reglement neu feste Zeiten vorgesehen werden. Die Kommission hat sich eingehend mit der Entwertung des In-

strumentes der persönlichen Vorstösse befasst. Sie ergibt sich dadurch, dass diese Vorstösse von Session zu Session immer wieder hinausgeschoben werden. Sie kennen das.

Auch die Petitionen, das Recht des Bürgers, dem Parlament, dem Bundesrat, ein Anliegen zu unterbreiten, sollen nicht weiter dasselbe Schicksal erleiden, sondern auch sie sollen zu einem festen Zeitpunkt behandelt werden.

Im weiteren werden Sie sehen, dass wir uns auch mit der Behandlung der parlamentarischen Initiative befasst haben und Ihnen gewisse Vorschläge zur Effizienzsteigerung unterbreiten, immer unter Wahrung der Rechte der Parlamentarierinnen und Parlamentarier.

Die Kommission hat sich auch mit dem von Ihnen überwiesenen Postulat Nebiker über die Einberufung ausserordentlicher Sessionen befasst und bleibt in diesem Punkt grundsätzlich bei der bisherigen Regelung.

Auf die Schaffung eines Disziplinarrechtes für Parlamentarier kann nach Dafürhalten der Kommission verzichtet werden. Die Kommission war der Meinung, es sei nicht nötig, einzelner Vorfälle wegen nun gleich ein Disziplinarrecht zu schaffen. Sie weist auch darauf hin, dass der Präsident ja die Kompetenzen besitzt, die Ordnung im Saal und auf der Tribüne aufrechtzuerhalten. Sie schlägt lediglich vor, dass in diesem Bereich Richtlinien geschaffen werden. Diese Revision dient ja, wie ich bereits anfänglich gesagt habe, der Straffung, der rationellen Arbeit unseres Parlamentes.

Ein Thema, das natürlich schon unsere Vorfahren und wir auch wieder besprochen haben und das zu Zeitgewinn führen könnte, wäre das Aufgeben der Behandlung der Geschäfte in zwei Sprachen. Das würde uns Zeit sparen. Es ist klar, dass sich die Romands in unserer Kommission gegen einen solchen Vorschlag gewehrt haben. Dem haben sich auch die deutschsprachigen Mitglieder angeschlossen. Die gesparte Zeit wäre den Verlust nicht wert, würden wir die Geschäfte nur noch einsprachig behandeln, jeweils in der Sprache des entsprechenden Präsidenten. Es ist Ihnen allen klar, dass dadurch das Uebergewicht der deutschen Sprache in diesem Rat gross würde, und das wollen wir nicht. Wir wollen mit der Zweisprachigkeit dokumentieren, dass die beiden Sprachen für uns den gleichen Wert haben, und wir nehmen den «Zeitverlust» gerne in Kauf.

Dies waren einige grundsätzliche Ausführungen zur Parlamentsreform. Auf weitere Punkte werden wir in der nun folgenden Detailberatung zu sprechen kommen. Ich beantrage Ihnen, den Vorschlägen Ihrer Kommission zuzustimmen.

Bundi: Das vorliegende Projekt, genannt Parlamentsreform, ist in erster Linie ein Problem des Nationalrates, also unseres Rates. Während der Ständerat mit nach wie vor relativ kurzen Sitzungen auskommt, stauen sich beim Nationalrat trotz wiederholt durchgeführter Rationalisierungsmassnahmen die Geschäfte, bleiben Pendenzen übrig, die auch mit einwöchigen Sondersessionen nicht abgetragen werden. Woran liegt das?

Ein Aufsatz von Ernst Frischknecht, des Leiters unserer Dokumentationszentrale, mit dem Titel «Das Parlament an der Belastungsgrenze?» gibt in dieser Hinsicht einige interessante Auskünfte. So hat sich die Anzahl der in der Uebersicht figurierenden Geschäfte in den letzten zwanzig Jahren ungefähr verdreifacht. Den Zuwachs besonders beeinflusst hat die Zunahme der persönlichen Vorstösse. Andererseits befinden sich unter den vom Bundesrat dem Parlament zugewiesenen Vorlagen vermehrt gewichtige und umstrittene Geschäfte, die längere Wortbegehren und Detailberatungen auslösen. Ferner haben die Wortbegehren zugenommen, und es wurden mehr Einzelanträge gestellt.

Wo liegen die Ursachen für diese erhöhten Aktivitäten des Parlaments? Zweifellos rühren sie weitgehend vom Problemdruck her, der durch Umwelt- und Energiethemen, durch Einzelereignisse wie «Tschernobyl» und «Schweizerhalle», ausserpolitische Aktualitäten usw. ausgelöst wird. Auch staatspolitische Probleme wie Akzeptanz, Vollzugskrise, Vertrauensverlust regen die Diskussion an.

Die grössere Aktivität des Parlaments ist also eine Reaktion auf den allgemeinen gesellschaftlichen Wandel. Es wäre um un-

ser Parlament eigentlich sehr schlecht bestellt, würde es auf die bedrängenden Umwelt- und Existenzfragen nicht mit entsprechender Dynamik eintreten. In diesem Kontext ist auch die Zunahme der persönlichen Vorstösse zu sehen.

Wie hat nun insbesondere der Nationalrat gegenüber diesen zunehmenden Aufgaben und der grossen Arbeitslast reagiert? Er hat einiges rationalisiert, insbesondere Redezeiten gekürzt, er hat Nachmittagssitzungen eingeschaltet und Vormittagssitzungen verlängert. Im grossen und ganzen behandelt er aber das angewachsene Pensum in der gleichen Zeitspanne wie früher. Dadurch ist der Ratsbetrieb hektischer, aber nicht unbedingt besser geworden. Tagte das Parlament, National- und Ständerat zusammen, in den sechziger Jahren im Durchschnitt während sieben Stunden pro Tag, so sind es heute acht. Dieser Sitzungsbetrieb hat zur Folge, dass für die Sitzungen der interfraktionellen Gruppen fast keine Zeit mehr zu finden ist oder dass diese in aller Eile vor sich gehen, was auch dort zur Oberflächlichkeit der Arbeit führt und für die Pflege der Geselligkeit fast keine Zeit mehr übriglässt.

Angesichts dieser Situation müsste nun doch mindestens eine Schlussfolgerung gezogen werden, nämlich dass der Nationalrat mehr Zeit für die Behandlung seiner Geschäfte braucht, das heisst, dass er nicht einfach in hektischer Weise immer mehr Vorlagen in die ordentlichen Sessionen oder in die Sondersessionen verpackt. Mit anderen Worten heisst das, dass er pro Jahr vier Wochen mehr Zeit einberaumen sollte. Das könnte geschehen durch das Anfügen einer vierten Woche an unsere bisherigen ordentlichen Sessionen oder durch die Schaffung eines anderen Sessionsrhythmus von acht mal zwei Sessionen.

Leider hat die Kommission auf einen solchen Antrag nicht eintreten wollen. Die eidgenössischen Räte sind aber frei, eine solche Verlängerung jederzeit zu beschliessen, da das Geschäftsverkehrsgesetz die Dauer der ordentlichen Sessionen nicht umschreibt.

Die parlamentarische Initiative Ott zu realisieren bedeutete fast, die Quadratur des Zirkels zu realisieren. Wie kann man einerseits den Ratsbetrieb rationalisieren und andererseits die Rechte der Parlamentarier wahren? In einer Grunddiskussion in der Subkommission und im Plenum entschied sich die Kommission für Festhalten am Milizparlament. Die Einführung eines Berufsparlaments verschob sie auf eine spätere Phase, auf eine künftige Generation. Sie war sich aber bewusst, dass wir als Teilzeitparlament an den Grenzen des Machbaren angelangt sind. Die vorgeschlagenen Neuerungen bilden deshalb einen Versuch, im Rahmen von Zeitvorgaben unsere Arbeit besser zu organisieren. Damit stellen sie im Moment die einzige Alternative zwischen dem Status quo und dem Berufsparlament dar.

Die sozialdemokratische Fraktion stimmt deshalb dem Eintreten auf diese Vorlage und damit der vorgesehenen Revision unseres Geschäftsreglementes zu.

Als Antwort auf die Frage, wie der Ratsbetrieb rationalisiert, unsere Arbeit gestrafft werden könne, schlägt die Kommission vor, vermehrt Prioritäten zu setzen, vermehrt für unbestrittene Vorlagen das schriftliche Verfahren anzuwenden und insbesondere die Detailarbeit im Gesetzgebungsprozess in die Kommissionen zu verlagern. Diese Tendenz entspricht durchaus auch ausländischen Regelungen. In den meisten ausländischen Parlamenten wird der Hauptteil der Detailberatung von Gesetzen in den Kommissionen bewältigt. Nur ausnahmsweise geht das Plenum darauf ein. Es ist ungewiss, ob der Kerngedanke der Kommission, die Ratsgeschäfte in fünf Kategorien einzuteilen, tatsächlich zur speditiveren Erledigung der Arbeit beiträgt oder nicht. Aber wir müssen diesen Versuch einmal wagen.

Im Prinzip bleiben bei der vorgeschlagenen Lösung die Rechte der einzelnen Parlamentarier gewahrt. Das Antragsrecht ist überall gewährleistet. Im Sinne eines weiteren Entgegenkommens gegenüber minderheitlichen Auffassungen möchten wir jedoch ersuchen, den Anträgen der Herren Ledergerber und Ott zuzustimmen. Sie verlangen Einstimmigkeit in der Fraktionspräsidentenkonferenz bei der Zuweisung der Geschäfte in die Kategorien III bis V und eine freie De-

batte, wenn diese von mindestens fünfzig Ratsmitgliedern verlangt wird.

Es stellt sich noch die Frage, ob nicht über die Vorschläge der Kommission hinaus weitere Möglichkeiten zur Straffung des Ratsbetriebes bestanden hätten. Viel Zeit geht im Rat verloren durch die Darlegungen des Kommissionsprechers in der zweiten Landessprache beim Eintreten. Aus meiner Sicht könnte ohne weiteres auf dieses zweite Referat verzichtet werden, da die Ausführungen des Kommissionsreferenten vollständig übersetzt und mit den modernen Hörgeräten auch besser zur Kenntnis genommen werden können. Mein diesbezüglicher Vorschlag blieb leider in der Kommission ohne Chance.

Einen Beitrag zur Straffung des Ratsbetriebes stellt auch der Antrag Ledergerber dar, der die Redezeit sowohl für den Berichterstatter als auch für den Vertreter des Bundesrates bei Eintretensdebatten auf 20 Minuten beschränken will. Wir ersuchen, auch diesem Antrag zuzustimmen.

Im weiteren unterstützt die sozialdemokratische Fraktion die beiden Minderheitsanträge Pitteloud, welche darauf zielen, die Rechte der Parlamentarier nicht weiter einzuschränken. Insgesamt sind wir der Auffassung, dass es sich bei dieser Vorlage im Rahmen abgesteckter Vorgaben um einen bedeutenden Reformschritt handelt, der, in einigen Punkten verbessert, überzeugte Zustimmung verdient. Im übrigen können wir mit einer zügigen Detailberatung unseres Geschäftsreglementes beweisen, dass wir es mit dem Willen zur Straffung unserer Ratsdebatten wirklich ernst meinen.

Columberg: Das parlamentarische Verfahren bedarf einer Verbesserung, bedarf einer Straffung, denn ohne eine Straffung der Ratsverhandlungen sind wir nicht mehr in der Lage, die Geschäfte seriös und zeitgerecht zu erledigen. Die CVP-Fraktion unterstützt deshalb die von der Kommission beantragten Massnahmen. Diese genügen jedoch nicht, um die dringend erforderliche Remedur zu schaffen. Dazu braucht es ein anderes Verhalten jedes einzelnen Ratsmitgliedes.

Nach den letzten Sessionen wurde das Parlament heftig kritisiert: es sei ineffizient, die Redelust kenne keine Grenzen, man habe keinen Sinn für Prioritäten und Proportionen, die politische Profilierungssucht dominiere. Man verliere unendlich viel Zeit mit Nebensächlichkeiten, während der Pendenzenberg immer grösser werde. Diese Kritik ist berechtigt, denn die Unzulänglichkeiten unseres Ratsbetriebes werden immer augenfälliger. Wir sind deshalb verpflichtet, wesentliche Verbesserungen, substantielle Verbesserungen durchzusetzen.

Gewiss, die Arbeitslast und die Kompliziertheit der parlamentarischen Geschäfte nimmt ständig zu. Diese Feststellung genügt jedoch nicht, um die gegenwärtige Misere zu erklären. Auch unser Verhalten hat sich grundlegend verändert und Entscheidendes zu diesem unhaltbaren Zustand beigetragen.

Mangelnde Selbstdisziplin und hektische Betriebsamkeit führen zu ausgiebigen und nie enden wollenden Debatten. Auch die Medien verleiten die Volksvertreter zu diesem Verhalten, denn vielfach werden nur die Antragsteller in der Berichterstattung erwähnt. So wird das Plenum mit einer Ueberfülle von Einzelanträgen überschwemmt; Anträge, die grösstenteils aussichtslos sind und deshalb unterbleiben sollten.

Durch diesen Unfug beansprucht die artikelweise Detailberatung der Gesetze sehr viel Zeit. Genau diese Zeit fehlt uns für die gründliche Erörterung wichtiger und entscheidender Anliegen der Gegenwart und der Zukunft wie beispielsweise der revolutionären Umgestaltung Europas.

Offt werden Kommissionsberatungen im Plenum wiederholt und fortgesetzt. Ich erwähne beispielsweise die Kleinbauern-Initiative, die «Diamant»-Debatte oder vor allem das Gewässerschutzgesetz, wo allein bei Artikel 14 nicht weniger als 14 Abstimmungen erforderlich waren. In diesem Bereich müssen Aenderungen erfolgen. Diese Aenderungen können wir nicht oder nur bedingt mit reglementarischen Bestimmungen erreichen. Dazu braucht es eine andere Einstellung, ein anderes Verhalten jedes einzelnen. So muss die Qualität – die Qualität der Kommissionsarbeit – verbessert und ihre Autorität verstärkt werden. Ins Plenum dürfen nur behandlungsreife Vorlagen gelangen. Die Kommissionsberatungen dürfen nicht im

Ratssaal wiederholt werden. Hier muss eine sich auf das Wesentliche beschränkende Auseinandersetzung stattfinden. In diesem Saale müssen Akzente gesetzt, müssen grundsätzliche Aspekte erörtert werden. Zur Erreichung dieses Zieles muss die Stellung der Fraktionen verstärkt werden. Sie müssen eine echte Führungsfunktion übernehmen und für eine bessere Organisation der Beratungen sorgen.

Die festgestellte Zeitnot bei der Beratung wichtiger Vorlagen hat nichts, aber auch gar nichts mit Miliz- oder Berufsparlament zu tun. Dies ist eine völlig falsche Annahme. Die Sitzungsdauer des Plenums ist bei den Berufsparlamenten unserer Nachbarstaaten nicht wesentlich länger als bei uns, die faktischen Einschränkungen des Antrags- und Rede-rechts sind jedoch wesentlich grösser.

Nehmen Sie das Beispiel der BRD. Im Bundestag – ich betone das – sind organisierte Debatten die Norm. Wir brauchen diese Praktiken nicht nachzuahmen, aber wir müssen diese Erfahrung doch beachten und daraus die nötigen Schlussfolgerungen ziehen: Ohne eine minimale Selbstbeschränkung, ohne gewisse Regeln geht der Ratsbetrieb zugrunde.

Neben dieser Aenderung der Verhaltensweise benötigen wir selbstverständlich auch zweckmässige Organisationsstrukturen und effiziente Verfahrensregeln. Mit der Reorganisation der Parlamentsdienste haben wir einen ersten Schritt zur Verbesserung unserer Arbeitsbedingungen getan. Weitere Massnahmen müssen folgen. Die Kommission schlägt eine Reihe von Bestimmungen vor. Die CVP-Fraktion unterstützt diese samt und sonders.

Ausdrücklich stimmen wir der Einteilung der Ratsgeschäfte nach ihrer politischen Bedeutung in fünf Kategorien und der stufenweisen Einschränkung des Rederechts zu. Dies ist unzweifelhaft der Kernpunkt der Revisionsvorlage. Bei einer strikten und konsequenten Einhaltung dieses Systems kann ein erheblicher Zeitgewinn erzielt werden. Es ermöglicht, Prioritäten zu setzen und das Wesentliche vom Unwesentlichen zu trennen. Der Erfolg dieses Instrumentes wird jedoch vom Verhalten der Fraktionspräsidenten und von ihrem Durchsetzungsvermögen abhängen.

Das Antragsrecht des einzelnen Mitgliedes bleibt gewährleistet. Allerdings sollte man davon massvoll Gebrauch machen. Wir begrüssen deshalb die Bestimmung, wonach der erste Antragsteller seinen Antrag begründen kann und die anderen nur das Wort für eine kurze Zusatzklärung erhalten. Die Regelung der Redezeit erachten wir als zweckmässig, ebenso die Aufwertung der persönlichen Vorstösse. Bei der heutigen Behandlungsweise respektive Nichtbehandlung verliert dieses parlamentarische Instrument seine Bedeutung. Durch die Reservierung einer festen Behandlungszeit haben wir die Gewähr, dass die Anträge gelegentlich doch noch behandelt werden.

Von entscheidender Bedeutung sind die Vorschläge für die Behandlung der parlamentarischen Initiativen. Deren Zahl hat enorm zugenommen, so dass die zeitgerechte Behandlung nicht mehr möglich ist. Deshalb ist die Anwendung des schriftlichen Verfahrens sehr zu begrüssen, wenn die Initiative in der vorprüfenden Kommission nicht die Unterstützung von mindestens fünf Mitgliedern gefunden hat.

In den ersten Diskussionen erhofften wir eine wesentliche Erleichterung durch die Lockerung des Verhandlungsquorums zu erreichen. Die Verfassungsbestimmung lässt jedoch keine Erleichterung zu. Unsere Regelung dürfte wohl einzigartig in Europa sein. Kein uns bekanntes Parlament kennt eine derart rigorose Bestimmung wie wir. Eine Aenderung lässt sich jedoch nur über eine Verfassungsrevision durchführen, was unverhältnismässig wäre und vermutlich auch wenig Aussichten auf Erfolg hätte.

Bei den vorgeschlagenen Verbesserungen des Parlamentsbetriebes handelt es sich um punktuelle Massnahmen. Sie sind notwendig, um unsere Ratsverhandlungen zu rationalisieren und effizienter zu gestalten. Sie genügen aber nicht, um eine gründliche Remedur zu schaffen. Dazu braucht es unbedingt eine bessere Führung unseres Parlamentes und ein anderes Verhalten der einzelnen Parlamentarier.

Namens der CVP-Fraktion bitte ich Sie, den Kommissionsan-

trâgen zuzustimmen. Gleichzeitig bitte ich Sie um mehr Selbstdisziplin. Sonst können wir unsere Arbeit nicht mehr erfüllen.

M. Eggly: Le groupe libéral entrera en matière sur le projet de révision du Conseil national, projet qui répond à une initiative parlementaire à laquelle notre conseil avait donné suite.

Le principe étant acquis, il fallait encore s'entendre sur les modalités. La commission s'y est efforcée dans l'idée qu'il fallait vraiment arriver à quelque chose pour assurer un meilleur fonctionnement du Parlement. Nous trouvons donc dans la suite des pages du projet, une commission unanime, sauf sur deux points où il y a une proposition de minorité. Permettez-moi simplement de regretter à cette tribune que l'ensemble de notre conseil ne soit pas prêt à suivre, sans trop de délibérations, ce consensus qui s'est produit au sein de la commission et qu'il y ait maintenant une pluie d'amendements, ce qui va nous prendre un temps assez considérable et qui laisse peut-être mal augurer de notre volonté de rationaliser les débats.

Le groupe libéral suivra d'une manière générale dans cette affaire la majorité de la commission, qui fait d'ailleurs la plupart du temps l'unanimité. Si nous ne pensions qu'à nous, qu'à nos droits, qu'à nos envies de nous exprimer, nous libéraux, nous suivrions par exemple, à l'article 20, chiffre 4, la minorité Pitteloud – refus de l'exigence de trois signatures au moins de membres d'une commission pour que la proposition de minorité soit inscrite sur le dépliant d'un projet. Après tout, n'y a-t-il pas généralement qu'un seul libéral dans une commission? Et, en admettant qu'il estime quand il est seul de son avis, qu'il est seul à avoir raison, ne devrait-il pas avoir envie que son point de vue ait tout le support possible en prévision du débat devant ce conseil? Mais, précisément, c'est là toute la question. Je me souviens encore de l'ancien conseiller national Olivier Reverdin, expliquant au tout jeune journaliste que j'étais, qu'un Parlement était un corps collectif, ayant sa vie collective, sa fonction et sa mission et que tout excès d'égoïsme, d'obsession de ses positions propres chez un député ou dans un groupe politique allait finalement contre l'intérêt du Parlement, donc contre l'intérêt démocratique général. Il disait bien: – et je dis bien – l'excès; il ne s'agit pas d'imaginer une censure, une bride institutionnelle à la liberté d'expression. Mais on sait bien que l'excès dans l'usage d'une liberté, dans l'usage d'un droit finit par vider de sa substance le contenu et la crédibilité de cette liberté, de ce droit.

Or, si nous en sommes à cette révision du règlement du Conseil national, n'est-ce pas à cause de tels excès? Alors, si nous voulons sauver ce parlement de milice, il faut accepter d'imposer quelque discipline. Oh, je sais bien – et notre président actuel, M. Victor Ruffy, ne croit plus tellement à l'avenir de notre parlement de milice. Il nous l'a dit dans son discours d'intronisation, en décembre dernier. Eh bien, nous les libéraux, nous souhaitons fortement que ce caractère de milice, malgré toutes les nuances à apporter à ce qualificatif et à cette définition, soit sauvegardé autant que faire se peut. Nous ne pensons justement pas qu'un parlement totalement professionnel puisse conjurer mieux les tentations de l'égoïsme, du vedettariat contre-productif, de la logorrhée paralysante. Bref, qu'un parlement professionnel puisse être plus conscient de l'exigence de la vie collective qu'un parlement au service de l'intérêt général. Nous aurions plutôt tendance à penser le contraire et vu sous cet angle, à faire davantage confiance à un parlement de milice. Mais alors, toutes les propositions de rationalisation, tous les allègements qui nous sont proposés maintenant ne suffiront pas ou ne seront pas décisifs. Si nous le voulons, nous pouvons même trouver chaque fois le moyen de contourner les limites, et rendre tout cela finalement assez inopérant. Il ne s'agit donc pas seulement de gagner dix minutes ici ou là dans un débat. Ce qui comptera tiendra à notre attitude réelle. L'effort qui nous est proposé ne vaudra que s'il est intériorisé par l'ensemble de ce conseil. Sinon, je puis augurer que l'effet sera très relatif.

Derrière ces nouveaux articles, c'est donc un point d'interrogation sur notre manière d'envisager notre mandat parlementaire qui est posé. C'est en fait en soulignant ce point d'interrogation que le groupe libéral votera les dispositions de cette révision.

Frau Grendelmeier: Ich fürchte, wir sind drauf und dran, eine Chance zu verpassen. Sicher ist das, was heute auf Antrag unseres Kollegen Heinrich Ott vorliegt, eine Revision, mit der man sich – wie schon gesagt wurde – schrittweise vorwärts tastet und versucht, unsere Arbeitslast in irgendeiner Form in den Griff zu bekommen.

Erlauben Sie mir ein paar persönliche Gedanken, bevor ich auf diese Vorlage eintrete. Was wir hier diskutieren, könnte – wie es der Titel verspricht – eine Parlamentsreform sein. Diejenigen, die nicht in der Kommission waren, die also nicht die Gelegenheit hatten, sich jahrelang in kleinsten Schritten um diese Reform zu kümmern, sind vielleicht enttäuscht, dass das alles ist, was herausgekommen ist. Es ist letztlich nichts anderes als eine Minireform, in der es in erster Linie um eine Einsparung von Minuten und Sekunden in vereinzelt Schritten geht. Sie ist aber auch ein Instrument geworden, das, so fürchten einige von uns, zu einer Art Disziplinierungsinstrument für allzu unbotmässige Parlamentarier gemacht wird, vor allem für solche, die einer Minderheit angehören. Was hingegen nicht diskutiert oder nur angetippt wird, wie vorhin von Kollege Eggly, ist die Frage, ob dieses Parlament grundsätzlich überhaupt noch funktionstüchtig ist. Dann nämlich, wenn seine Mitglieder die Politik weiterhin als eine Art Hobby, als Neben- oder Feierabendbeschäftigung zu betrachten haben, es ist sozusagen ein Befehl. Mit anderen Worten, das Milizparlament, das Milizsystem bleibt weiterhin unangetastet, es bleibt weiterhin ein Tabu.

Damit Sie mich richtig verstehen: Ich war jahrelang, sogar jahrzehntelang eine überzeugte Vertreterin unseres Milizsystems. Die Vorzüge sind bekannt: Grösstmögliche Bürgernähe, Verbleiben am Wohnort, vor allem aber auch – das ist eigentlich das wichtigste Kriterium für ein Milizparlament – die Vielfalt der Berufserfahrungen, die jeder von uns mitbringt und die dadurch eine ungeheure Bereicherung für die parlamentarische Arbeit ist. Ebenso bekannt ist jedoch, dass die parlamentarische Geschäftslast in den letzten zwanzig Jahren so zugenommen hat, dass wir es eigentlich nicht mehr verantworten können, in derselben Art weiterzuarbeiten wie bisher.

Da genügt es meines Erachtens nicht, wenn wir weiterhin kleine, punktuelle Schritten machen, z. B. durch Einschränkung der Redezeit, die vielleicht gar nicht das bringen, was wir uns erhoffen. Ich glaube auch nicht, dass diese zunehmende Geschäftslast nur auf die Viel- oder die Langredner zurückzuführen ist, sondern ganz einfach damit zu tun hat, dass sich unsere Welt enorm verändert hat, dass sie viel komplexer, viel komplizierter geworden ist. Es sind Gebiete, Sachbereiche dazu gekommen, von denen wir vor zehn Jahren, sogar vor fünf Jahren noch nicht einmal den Namen wussten. Ich erinnere an Gentechnologie, Datenschutz im Zusammenhang mit der ganzen Kommunikationstechnik (die wir auch nicht bewältigen) oder dann vor allem – das ist neu – die Aussenpolitik. Europa wird zu einem Thema werden müssen, ob es nun allen passt oder nicht.

Bis jetzt haben wir Verständnis gehabt, wenn uns der Bundesrat diese Arbeit abgenommen hat; auch das kann auf die Länge nicht mehr so weitergehen.

All das sind Probleme, es sind Themen, die bis vor ganz kurzer Zeit für uns kein Thema waren. Dazu kommen alle anderen, die uns schon immer beschäftigt haben. Angesichts dieser steigenden Kompliziertheit, aber auch der zunehmenden Fülle unserer Arbeit – diese Fülle wird auf keinen Fall abnehmen – muss doch die Frage erlaubt sein, auch bei dieser punktuellen Minireform, ob denn unser Milizsystem – noch einmal: ich liebe es heiss und innig – noch das taugliche Instrument ist, um ein modernes Parlament mit modernen Aufgaben so weiterzuführen wie wir das bisher gemacht haben. Ob wir nicht eben doch einmal in den sauren Apfel beißen müssen – ich weiss, es ist unpopulär – und uns einmal überlegen müssen, ob wir nicht letztlich schon längst Berufsparlamentarier sind; ob wir nicht letztlich einer Illusion nachhängen; ob wir nicht lediglich noch eine Fassade putzen, die von hinten mit allerhand Balken und Verstrebungen gestützt werden muss, damit das ganze schöne Riegelhäuschen, das wir so lieben, nicht zusammenbricht.

Ich habe in den vergangenen Wochen, Monaten und auch

Jahren mehrfach die Gelegenheit benutzt, mit verschiedensten Mitgliedern dieses Rates und des Ständerates darüber zu reden: Ob Sie es glauben oder nicht: kein einziges Mitglied hätte im privaten Gespräch nicht zugegeben, dass es so nicht weitergeht. Unabhängig von der Partei, unabhängig vom Alter und unabhängig vom Geschlecht sind sich alle einig, dass wir so nicht weiterwursteln können.

Ich fürchte, dass auch in der heutigen Debatte keiner von diesen, mit denen ich erst ganz kürzlich darüber geredet habe, den Mut haben wird, das hier vorne auch zu sagen, damit wir endlich diesen Schritt wagen können. Es geht nicht darum, von heute auf morgen ein volles Berufsparlament einzuführen, aber immerhin endlich einmal neue Wege gehen und dann von einer Reform reden zu können.

Ein Ständerat hat mir vor drei oder vier Wochen verraten, dass er – abgesehen von den Sessionen und den Fraktionssitzungen, abgesehen von allen Arbeiten, die er als Vorbereitungen unternehmen muss, und abgesehen von der politischen Arbeit innerhalb der Partei – im Jahresdurchschnitt zwei Tage pro Woche in Bern sitzt: Das ist ein voll professioneller Parlamentarier, der allenfalls noch die Möglichkeit hat, seinen Beruf als Hobby im Nebenamt auszuführen. Damit – seien wir ehrlich – widerlegt sich das Milizparlament selber, denn die gleichzeitige und die hauptsächliche Berufsausübung der Milizparlamentarier gehört zur Definition des Milizparlamentes. Wenn diese nicht mehr gegeben ist, d. h. wenn sie sich umkehrt, wenn das Milizparlament allenfalls noch dazu dient, dass man seine politische Erfahrung in die berufliche Arbeit einbringt, dann haben wir das Milizparlament auf den Kopf gestellt. Dann müssen wir es auch abändern und ehrlicherweise zugeben, dass wir zum Teil heute schon ein Berufsparlament sind. Erst dann könnten wir von einer Parlamentsreform reden.

Heute ist das noch nicht der Fall; heute reden wir von dieser Mini-Reform. Sie wird sich weiterhin an bestehenden Verhältnissen reiben, und wir werden weiterhin versuchen, in diesen helvetisch kleinen Schrittlchen die Arbeitslawine zu bändigen. Ich sage nicht, dass an dieser Reform nicht auch sehr viel Gutes ist und dass man nicht sehr vieles verbessern und straffen kann. Ich denke da etwa an den festen Platz, den man endlich den persönlichen Vorstößen wieder zuweist, was bedeuten wird, dass weniger parlamentarische Initiativen eingereicht werden. Denn Sie wissen so gut wie ich: Die zunehmende Flut von parlamentarischen Initiativen ist nichts anderes als die Antwort darauf, dass unsere Motionen und Postulate nicht ernst genommen wurden. Vielleicht wird das mit dieser Regelung möglich. Andere positive Punkte dieser Revision haben Sie von meinem Vorredner gehört.

Insgesamt muss ich Ihnen allerdings gestehen, dass diese Reform innerhalb der LdU/EVP-Fraktion keine ausgesprochenen Begeisterungstürme ausgelöst hat, im Gegenteil. Da gab es einerseits ein prominentes Mitglied, das der Meinung war, sie nütze überhaupt nichts, wir könnten im kleinen regeln, was wir wünschten, die Arbeitslast werde steigen, und in drei, vier Jahren würden wir eine neue Mini-Reform vorlegen. Andere gehen weiter und sehen in diesem Instrument zur Straffung der Parlamentsarbeit vor allem eine wichtige Absicht von Herrn Heinrich Ott nicht erfüllt, nämlich die Rechte der einzelnen Parlamentarier und des ganzen Parlamentes zu wahren. Denn es war ja ein ausgesprochenes Anliegen des Initianten, dass wir nicht praktisch durch die Hintertür versuchen, das Parlament mit recht willkürlichen Handhabungen zu disziplinieren.

Ich finde es schlimm, dass Herr Columberg vorhin nur von Straffung, Disziplinierung und von Selbstdisziplin, von jener hohen Moral geredet hat, die man ohnehin nicht in einem Reglement festlegen kann. Vor allem ist es meines Erachtens nicht unbedingt des Parlamentes erste Pflicht, sich selber zu straffen. Was zunächst als durchaus vernünftige und rein organisatorische Massnahme im harmlosen Gewande daherkommt, entpuppt sich bei näherem Hinsehen als ein politisches Instrument, auch wenn es – Sie finden dafür auf Seite 73 eindruckliche Beispiele – tatsächlich Zeitersparnis bringt.

Das Kategorienmodell, Kernstück dieser Reform nach Heinrich Ott, macht uns besonders skeptisch. Nicht weil man diese Kategorien schafft, sondern weil uns nicht ganz klar ist, wel-

ches Geschäft in welche Kategorie gehört und wer das am Schluss entscheidet.

Hier scheint mir Misstrauen am Platz. Denn es ist durchaus möglich, dass man unbeliebte Geschäfte oder Geschäfte, die einer gewissen Anzahl Ratsleute, die das Sagen haben, nicht passen, abklemmen bzw. sie den restriktiven Kategorien zuteilen könnte. Mit anderen Worten: Nicht die Kategorien, sondern das Risiko einer willkürlichen Zuteilung der Geschäfte zu diesen Kategorien verwandelt dieses harmlos wirkende Werklein in ein unter Umständen wirksames politisches Instrument.

Im Gegensatz zu Herrn Eggly bin ich nicht so edel, dass ich als Angehörige einer Minderheit gerade da verzichten würde, wo es darum geht, in der Kommission drei Unterschriften sammeln zu müssen, wo wir doch mit nur einem Vertreter in diesen Kommissionen sitzen. Gerade da wäre ich glücklich, Sie würden Ihre Solidarität ausdrücken, denn Sie sind in derselben Situation wie wir. Es ist nicht unsere Aufgabe, als Minderheit die Mehrheit zu stärken; diese stärkt sich selber. Für kleine Fraktionen, die in den Kommissionen in der Regel nur einen Sitz haben, ist es unter Umständen aus parteipolitischen Gründen unmöglich, zu diesen zwei zusätzlichen Unterschriften zu kommen.

Alles in allem: Die LdU/EVP-Fraktion tritt zwar – mit wenig Begeisterung – auf diese Vorlage ein, wird sich aber unter Umständen vorbehalten, nach gewalteter Diskussion zu den Details sich der Stimme zu enthalten. Einige ihrer Mitglieder werden diese Vorlage allenfalls ablehnen.

Schmid: Es ist nicht das erste Mal, dass in diesem Rat Vorschläge diskutiert werden, wie die parlamentarischen Arbeitsabläufe rationeller gestaltet werden könnten, ohne dass die Rechte des Parlaments und der einzelnen Ratsmitglieder beschnitten werden müssten.

Zeitnot und Zeitdruck sind bekannte Erscheinungen im Parlamentarismus. Allerdings hat sich das Problem zusehends verschärft, denn in den letzten zehn Jahren verdoppelte sich bekanntlich die Zahl der Ratsgeschäfte beinahe. Stereotyp und unverändert geblieben sind die Gründe, welche für die Verzögerungen und für den notorischen Rückstand in der Behandlung der Traktanden angeführt werden. Man sagt etwa, die Volksvertreter würden sich eben gerne reden hören und sie scheuten sich nicht, in der Hoffnung auf Medienpräsenz alle Register der parlamentarischen Rechte zu ziehen, um dieser so wichtigen Nebenabsicht, dem Gewinn von Publizität, nachzukommen. Gewiss mag dies immer wieder der Fall sein, weshalb eine vorausgehende Klärung, auf welche Art ein Geschäft zu beraten sei, diesen Profilierungswünschen etwas Einhalt gebieten könnte.

Vergegenwärtigt man sich indessen noch einmal einige vergangene, ausgedehnte Ratsverhandlungen, so stellt man fest, dass diese oft erwähnte Unart der Vielrednerei aus persönlicher Profilierungsabsicht doch verschwindend klein ist. Man führt sie häufig ins Feld, auch dort, wo dies nicht stimmt. Dass ausgedehnte Diskussionen zwar nötig, aber nicht erwünscht sind, ist freilich ein anderes Kapitel. Lange Debatten kommen nämlich immer dann vor, wenn es um ausgesprochen wichtige und umstrittene Themen geht. Da ist es gänzlich unangebracht und auch unverantwortlich, die Redezeit willkürlich einzuschränken. Das Parlament ist es schon seinem Namen schuldig, dass hier die politischen Angelegenheiten ausführlich besprochen und die Meinungsverschiedenheiten ausgeglichen werden. Das gilt insbesondere für alle Geschäfte, die mit Beschlussfassungen enden, insbesondere die Beratung von Verfassungsartikeln und Gesetzen. Abgekürzte Beratungsweisen, namentlich reduzierte Debatten, Kurzdebatten und schriftliches Verfahren, sollten nur bei relativ einfachen und kaum umstrittenen Geschäften Anwendung finden. Die in Erwägung gezogene Möglichkeit, Einzelvoten schriftlich abzugeben, käme höchstens für Debatten in Frage, bei denen nichts entschieden wird.

Wo liegen nun aber die effektiven Gründe, weshalb sich der Nationalrat so schwertut, Geschäfte innert nützlicher und verantwortbarer Frist zu behandeln und entsprechende Gesetze zu erlassen? Ich möchte da einmal ganz klar festhalten: Die Mehrheit in diesem Rat ist nicht daran interessiert, die drän-

genden Probleme unserer Zeit wirklich zu lösen. Das ruft einerseits jene auf den Plan, die aus echter Sorge etwas tun müssen, unablässig und eindringlich warnen, diesbezügliche Anträge stellen und sie in der Abstimmung auch durchbringen wollen. Und jene, die vor wirkungsvollen Massnahmen zurückschrecken, persönliche oder mitgetragene Verbandsinteressen tangiert sehen, werden versuchen, mit mancherlei Arten von Hinhaltetaktik den Gang der Verhandlungen zu bremsen, wodurch sich der Rat indirekt genötigt sieht, wiederholt dieselben Geschäfte aufs Tapet zu bringen.

Renitenz auf der einen Seite provoziert den Uebereifer auf der anderen. Mit Zeitlimiten und anderen ausgeklügelten Hemmnissen kommen wir den im Gleichgewicht befindlichen Blockaden und Ueberaktivitäten nicht bei. Wir verlagern sie nur auf andere Verhandlungsebenen und auf noch nicht bis ins Detail reglementierte übrige Rechte der Parlamentarier.

Mit stundenlangen Reden geht zwar manchmal recht viel wertvolle Zeit verloren, gewiss. Aber glauben Sie, man löse die Probleme, wenn man einfach weniger rede? Dann werfen Sie doch einmal einen Blick auf den Ständerat. Da ist die Debattierlust viel geringer, und es herrscht sogar oft ein Notstand, anberaumte Sessionen mit genügend Geschäften abzudecken. Aber trägt deshalb die Kleine Kammer Massgebliches zu einem griffigen Energieartikel bei? Leistet Sie einen Beitrag zu einem auch nur halbwegs akzeptablen Gewässerschutzgesetz? Ein Rat, der in seiner erdrückenden Mehrheit die Probleme nicht sieht oder nicht sehen will, ist rasch fertig mit dem Wort.

Da sind mir die oft etwas langanhaltenden Diskussionen in diesem Rat doch noch lieber. Sie zeugen wenigstens von einem Problembewusstsein, auch bei den Gegnern, die auf den Plan gerufen werden, sich zu rechtfertigen und für ihre Anliegen zu kämpfen. Solche Auseinandersetzungen machen es zumindest etwas wahrscheinlicher, dass einmal das gute Argument und der sachlich richtige Entscheid obsiegen.

Alle Ratsmitglieder haben es in der Hand, wirklich auf die Dinge einzugehen. Wir werden daran nicht gehindert, weil wir zuviel reden, sondern weil wir zuwenig zuhören. Fürs erste genügt zuweilen ein beschlagenes Mundwerk, das letztere hingegen erfordert Mut. Oscar Wilde trifft den Nagel auf den Kopf, wenn er sagt: «Zuhören ist eine gefährliche Sache, man könnte noch überzeugt werden.»

Eine Parlamentsreform müsste eigentlich darauf angelegt sein, den Parlamentariern äussere Voraussetzungen zu schaffen, die sie in die Lage versetzen, wirklich unvoreingenommen, ohne Seitenblick auf persönlichen Erfolg, ohne Existenzängste und ohne Angewiesensein auf die Liebedienerei gegenüber Wirtschaft und Verbänden seiner Arbeit nachgehen können. Ob dies ein Berufsparlament eher gewährleisten könnte, wollen wir gewiss nicht bestreiten, aber es steht jetzt hier nicht zur Debatte.

Eine Parlamentsreform, die sich jedoch nur auf eine organisatorische Straffung des Ratsbetriebes konzentriert, vermag bestenfalls gewisse Verhandlungsleerläufe zu stoppen. Eine materiell seriösere Arbeit wird sie kaum erwirken, denn alle restriktiven Massnahmen erweisen sich hier als reine Symptombekämpfung. Was an notwendigen Diskussionen unterdrückt wird, sucht sich einfach andere Ventile und Lücken, welche die gesamten Bemühungen um Zeitgewinn wieder zunichte machen.

Die grüne Fraktion verspricht sich daher von der Revision des Geschäftsreglements nicht allzu viel. Sie ist zwar für Eintreten auf die Vorlage und unterstützt jene Neuerungen, die überflüssiges Gerede und persönliche Eitelkeiten in Schranken weisen. Sie widersetzt sich aber entschieden allen Versuchen, welche die Rechte der Parlamentarier, insbesondere die Mitglieder der kleinen Fraktionen und der fraktionslosen Ratskolleginnen und -kollegen, benachteiligen.

Wir plädieren dann schon eher für das Verursacherprinzip, wonach der Rat notfalls noch mehr Zeit für seine Arbeit investieren muss, wenn nicht innert nützlicher Frist die Geschäfte behandelt werden und der Pendenzberg nicht auf ein überschaubares Mass geschrumpft ist.

Nebiker: Es gibt natürlich Leute, die gerade darauf hinweisen, es sei zweckmässig, dass das Parlament seine Arbeit nicht er-

füllen könne. Die haben Freude daran, wenn wir unsere Geschäfte vor uns herschieben, wenn wir Geschäfte von der Traktandenliste absetzen, denn Gesetze, die wir nicht beraten haben oder nicht beraten können, treten nicht in Kraft und tragen nicht zur Gesetzesflut bei, die der Bürger bekanntlich nicht schätzt. Es gibt auch andere Leute, die Freude an unserer parlamentarischen Schwerfälligkeit haben. Sie wollen damit den Beweis antreten, dass die parlamentarische Tätigkeit untauglich sei, um in der heutigen Zeit die Probleme zu lösen. Diese Leute sind alle gefährlich, und wir können natürlich diesen Ueberlegungen als verantwortungsbewusstes Parlament nicht folgen.

Die SVP ist deshalb der Meinung, dass es eine wichtige Aufgabe ist, die Parlamentsreform immer wieder in Arbeit zu nehmen. Das ist eine Daueraufgabe. Es gibt keine einfache Möglichkeit und keinen Vorschlag, der alle Probleme, die uns in bezug auf die Parlamentsarbeit beschäftigen, lösen könnte.

Die SVP begrüsst die vorgeschlagenen Revisionspunkte des Geschäftsreglementes des Nationalrates. Sie sind tatsächlich ein Beitrag zur Effizienzsteigerung der Arbeit und zu einer Verwesentlichung und Versachlichung dieser Arbeit, und zwar ohne dass die Rechte der Parlamentarier geschmälert werden – ich komme noch darauf zurück – und ohne dass die Meinungsbildung im Rat beeinträchtigt wird. Das ist wichtig, und dafür stehen auch wir ein.

Die Effizienzsteigerung ist notwendig, wenn wir das Milizparlament behalten wollen. Wir von der SVP stehen ganz klar zum Milizparlament. Auch der Stimmbürger würde einen Uebergang zu einem Berufsparlament nicht akzeptieren. Dabei ist das nicht eine Frage der Kosten oder ähnlicher Nebensächlichkeiten, sondern es ist eine Frage der Mentalität des Parlamentes. Die Parlamentarier dürfen nicht Funktionäre sein, sondern sie sollen im Alltag stehen, sie sollen auch im Berufsleben stehen und sollen ihre Abhängigkeiten von dort her mitbringen. Nur dann können sie eine volksnahe parlamentarische Arbeit leisten.

Die Existenz eines Milizparlamentes bringt es ganz zwangsläufig mit sich, dass die Ratszeit, die Dauer der Sessionen, begrenzt ist. Wir müssen unsere wichtigen Arbeiten in einer kürzeren Zeit erledigen als Berufsparlamente, denn das Total der parlamentarischen und gesetzgeberischen Arbeiten, die in einem Staat anfallen, sind überall etwa gleich gross. Damit wir diese Arbeiten machen können, brauchen wir entsprechende Hilfsmittel, technische und personelle – davon haben wir schon gesprochen.

Wir müssen uns aber selbst auch besser organisieren. Zu dieser besseren Organisation gehört auch, dass wir die Arbeiten in den Kommissionen und in den Fraktionen aufwerten. Dort soll alles im Detail beraten und behandelt werden. Es ist wichtig, dass das, was aus den Kommissionen in das Ratsplenum kommt, ausgegoren und nach allen Gesichtspunkten beleuchtet worden ist. Hier im Rat sollten wir uns nur noch mit dem Wichtigsten beschäftigen, nur noch das Grundsätzliche diskutieren. Alle Nebensächlichkeiten – auch sie haben ihre Berechtigung – sollten aber in den Kommissionsberatungen abgeschlossen und bereinigt werden. Deshalb ist es wichtig – sonst kommen wir einfach mit unserer Arbeit nicht durch –, dass wir Prioritäten setzen, dass wir Zeit genug haben für die Diskussion von wichtigen Geschäften, uneingeschränkt, dass wir Zeit haben, um politische Zukunftsprobleme in diesem Rat zu diskutieren. Das ist sicher ein Anliegen von Ihnen allen.

Wir sollten aber auch Zeit haben für unsere eigenen Aufgaben und für die Wahrnehmung unserer eigenen Rechte als Parlamentarier, nämlich für die Behandlung der persönlichen Vorstösse. Es ist nicht in Ordnung, dass wir – es gab solche Gesetzesberatungen – im Plenum die Kommissionssitzungen weiterführen. Das ist nicht der Sinn von Plenarberatungen. Wir haben bewusst – und das ist ein Teil der Organisation – einen Teil der Aufgaben in die Kommissionen delegiert.

Wir haben bei der Beratung dieser Vorlage in der Kommission auch beraten, ob nicht die Kommissionen gewisse Geschäfte abschliessend behandeln könnten, natürlich sowohl im Stände- als auch im Nationalrat. Das würde nun aber eine Einschränkung der parlamentarischen Rechte mit sich bringen, dann würde das Antragsrecht entfallen. Das Antragsrecht im

Plenum müssen wir unbedingt erhalten. Dieses Antragsrecht wird mit der Revision auf keine Art und Weise beeinträchtigt. Auch das Recht der Fraktionslosen wird nicht berührt. Jedermann kann einen Antrag stellen und ihn begründen, ob mündlich oder schriftlich, und jeder hat auch Anrecht darauf, dass dieser Antrag beantwortet wird, dass im Namen der Kommission der Kommissionspräsident Stellung nimmt und dass im Namen der Regierung der entsprechende Bundesrat spricht. Dann ist das Anliegen behandelt. Also nicht nur das Antragsrecht, sondern auch das Recht auf Beantwortung des Antrages ist durchaus gewahrt.

Der Vorschlag der Kategorieneinteilung erscheint etwas schematisch. Ich kann das als Vater dieser Idee deklarieren. Im Rahmen der Kommissionsberatungen haben wir erkannt, dass wir nicht darum herumkommen, Prioritäten zu setzen. Und zwar müssen wir diese Prioritäten schon am Anfang der Beratungen setzen, damit auch die Kommissionen wissen, was etwa von dem Geschäft erwartet wird. Die Kommission kann ja immer noch sagen: «Es ist politisch wichtig, man muss das Geschäft hinaufstufen», oder: «Es ist politisch überhaupt nicht wichtig, man kann es hinunterstufen», so dass die Behandlungszeit im Rat auf das begrenzt wird, was tatsächlich notwendig ist. Man kann das schematisch vorschreiben, und das tönt auch tatsächlich so, aber es kommt natürlich auf die praktische Anwendung an.

Ich zähle auf die Fraktionspräsidentenkonferenz und rechne mit fähigen Parlamentspräsidenten, die dieses Instrument auch flexibel anwenden, die in der Lage sind, wenn etwas politisch brisant wird und das erst hier, im Plenum, zum Ausdruck kommt, eine Debatte zu öffnen. Man kann in einem Reglement ja nur den Grundsatz festlegen, man kann die Ausnahmen nicht auch noch hineinbringen. Ich rechne also mit einer vernünftigen Anwendung dieser Vorschläge.

Die Vorschläge einer besseren Organisation der Debatte haben auch den Vorteil, dass die Sessions besser, zeitlich richtig geplant werden können. Dann weiss man auch, wann die entsprechenden Geschäfte zur Diskussion kommen.

Die Parlamentsarbeit lässt sich natürlich nicht nur mit Reglementen organisieren. Es kommt natürlich ganz wesentlich auf uns selbst an. Hier müssen wir uns auch an der Nase nehmen. Aber wir müssen uns bewusst sein, dass wir die Eigenart des schweizerischen Parlamentes aufrechterhalten wollen. Wir wollen so ein Parlament sein, wie wir es jetzt sind, nicht so wie ausländische Parlamente, wo eine Mehrheitsregierung bestimmt und alle Mitglieder der entsprechenden Partei dann dieser Partei zustimmen müssen, nicht Opposition machen können. Wir wollen diese Vielfalt der Meinungen erhalten, wir wollen aber Zeit haben für das Wesentliche.

Ich empfehle Ihnen deshalb, den Vorschlägen der Kommission zur Revision des Nationalratsreglementes zuzustimmen.

Früh: Die FDP-Fraktion möchte schon jetzt einen Beitrag zur Parlamentsreform beitragen; das heisst, ich verzichte auf eine langatmige Erklärung unserer Fraktion.

Wir haben in einer internen Arbeitsgruppe dieses Papier durchberaten. Wir werden im Verlaufe der Debatte zwei schwerere Vorschläge einbringen und sechs leichtere Anträge stellen, die vielleicht der Verfeinerung der parlamentarischen Debatten dienen könnten.

Wir Freisinnigen sind für Eintreten auf die Vorlage, und ich möchte Sie bitten, unsere Anträge zu prüfen und ihnen zuzustimmen.

Le président: M. Früh était le dernier des porte-parole des groupes. J'invite à la tribune les trois orateurs individuels qui se sont inscrits.

Ott: Ich möchte als Initiator meiner Befriedigung darüber Ausdruck geben, dass diese Vorlage jetzt zur Beratung steht und dass die Parlamentsreform wieder angepackt wird, was dringend nötig war und ist. Man konnte nicht einfach haltmachen bei dem, was der erste Arbeitsgang der Parlamentsreform in diesem Rat, gestützt auf den wichtigen Bericht «Zukunft des Parlaments», seinerzeit erreicht hat. Es geht bei der Parlamentsreform um nichts weniger als um die Frage, ob unser

System des Milizparlamentes weiterleben kann oder nicht – das wurde bereits mehrfach betont.

Als seinerzeit Nationalrat Julius Binder vor Jahren die Frage eines allfälligen Systemwechsels ausdrücklich aufwarf, war die Reaktion des Parlamentes sehr eindeutig pro Milizparlament. Ich weiss nicht, ob heute die Reaktion des Parlaments noch mit derselben Eindeutigkeit ausfallen würde, ich vermute aber sehr stark, dass sie immer noch im selben Sinne ausfallen würde. Man kann sicher sehr viel am Milizparlament kritisieren – wir haben das von Frau Grendelmeier gehört –, aber es gibt auch gute Gründe für dessen Beibehaltung, wenn dies irgendwie möglich ist.

Viele Leute, die heute für einige Amtsperioden im Parlament zu gewinnen sind, viele Mitbürgerinnen und Mitbürger, wären es beim System eines vollamtlichen Parlaments wahrscheinlich nicht mehr. Dafür gäbe es dann jene neue Klasse von forschenden jungen Leuten, die sozusagen Politiker studieren, die Nationalrat studieren würden. Ob wir das wollen? Ob das unserem Staatscharakter entspricht?

Ich darf feststellen, dass diese Vorlage in relativ kurzer Zeit zustande gekommen ist, vor allem durch das speditive Arbeiten in einer Subkommission. Aber die Vorlage berührt das allerdinglichste Problem nicht. Das lag nicht im Mandat der Kommission. Es ist dies das Problem der Infrastruktur. Ohne wirklich grosszügige Schritte auf diesem Gebiet geht es wohl nicht mehr weiter, sonst kommt am Ende halt doch das Berufsparlament, welches per saldo bedeutend mehr kostet.

Die Milizparlamentarier und -parlamentarierinnen brauchen ihre persönlichen Mitarbeiter, mindestens teilzeitlich! Es muss möglich sein, gründliche und unter bestimmten Gesichtspunkten verarbeitete Information jederzeit rasch zu erhalten! Wir haben ja die Kompetenz! Wir haben die Kompetenz, uns selber in dieser Hinsicht alles zu bewilligen, was wir nötig haben. Niemand kann uns daran hindern – ausser wir selber.

Aber mit diesem ganzen wichtigsten Sektor hatte sich die Kommission nicht zu befassen. Was die Kommission vorlegt, bedeutet meines Erachtens einen Schritt in die richtige Richtung. Durch die Rationalisierungen, die diese Vorlage vorsieht, werden meines Erachtens keine Grundrechte des Parlamentariers beeinträchtigt. Natürlich hätte man noch weiter gehen und weitere Bereiche regeln können. Zum Beispiel betreffen die vorgesehene Rationalisierungen nur die Vorlagen; für die Behandlung persönlicher Vorstösse gibt es keine Regeln. Oder man kann sich fragen, ob überhaupt die artikelweise Detailberatung immer notwendig ist, ob man sich nicht gelegentlich auf die «Schicksalsparagrafen» einer Vorlage beschränken sollte.

Schwierig ist auch das Problem der Präsenzpflicht im Saal – hier auch schon erwähnt. Laut Artikel 87 BV beträgt die Präsenzpflicht 50 Prozent des Rates. Andere Parlamente kennen das nicht. Dafür herrscht dort im allgemeinen Ruhe im Saal, nicht so wie meistens bei uns. Und die anwesenden Parlamentarier – meistens eine Minderheit – folgen den Debatten aufmerksam und ungestört. Das sind nur drei Beispiele. Man hätte noch weiter gehen können. Aber man kann nicht alle hängigen Probleme in einer einzigen Vorlage lösen. Was die jetzige Vorlage bringt, wenn sie durchkommt und vielleicht durch einige nützliche Anträge noch verbessert und bereichert wird, wird eine spürbare Erleichterung für uns alle in diesem Betrieb und eine Verwesentlichung des Betriebes selbst sein.

Keller: Was die Kommission uns vorlegt, ist Flickwerk, notwendig zwar, aber eben doch Flickwerk. Einmal mehr wird die Frage, was uns denn bei stets wachsender Beanspruchung vom Berufsparlament noch trennt, weder gründlich gestellt noch beantwortet. Wenn ich es überspitzt sage: Die Vorlage konzentriert sich gewissermassen auf die Frage, wie das Schweigen der Parlamentarierinnen und Parlamentarier gefördert werden kann. Insbesondere die Verlängerung der Ratsarbeit in die Nacht hinein ist so etwas wie rhetorische Sterbehilfe. Ob allerdings das altgediente Wort «Schweigen ist Gold» ausgerechnet die Parlamentarier zu überzeugen vermag, darf im Medienzeitalter bezweifelt werden.

Wenn aber schon Flickwerk, dann hätte die Arbeit in den Kom-

missions meins Erachtens mehr Aufmerksamkeit verdient; denn sie ist einer der strategischen Punkte für eine effiziente Ratsarbeit, wie das Herr Nebiker auch vorgetragen hat. Es geht um eine Verbesserung der Kommissionsarbeit und damit um die Hebung der Autorität der Kommissionen. Der Respekt der Ratsmitglieder vor den Kommissionsergebnissen ist offensichtlich insgesamt gering. Von dieser mangelnden Achtung sind insbesondere die Ad-hoc-Kommissionen betroffen, die von Fall zu Fall für ein bestimmtes Vorhaben gebildet und nach getanem Werk wiederum aufgelöst werden.

Kommissionsarbeit sollte aber vor allem der Verständigung und dem Suchen des Kompromisses dienen. Da dies heute immer schwieriger wird, eignen sich kurzfristig zusammengestellte Kommissionen dazu immer weniger. Die Folge ist dann oft eine Fahne, die mit ihrer Fülle von Mehrheits- und Minderheitsanträgen die Nationalräte und Nationalrätinnen ausserhalb der Kommission geradezu inspiriert, das variantenschöpferische Werk kräftig weiterzubetreiben. Hier müsste eine Verbesserung gesucht werden.

Im vorliegenden Bericht kommt das meins Erachtens zu wenig klar zum Ausdruck. Insbesondere ist von einer Aufwertung der ständigen Kommissionen nirgends die Rede, auch nicht davon, dass man auf Ad-hoc-Kommissionen zunehmend verzichten sollte, obwohl ein Postulat, das ich diesbezüglich eingereicht und zu dem ich gerade gesprochen habe, als erfüllt bezeichnet wird. Aber es hat in diesem Bericht keinen Niederschlag gefunden. Es wäre insbesondere die Frage zu prüfen gewesen, ob nicht weitere ständige Kommissionen geschaffen werden sollten. Mir scheint z. B. eine Medienkommission überfällig.

Ich möchte die Kommission um Beantwortung dieser Frage bitten.

M. Longet: Je voulais intervenir pour répondre à ceux d'entre nous qui ont déclaré qu'on ne pouvait en aucun cas envisager un parlement de métier. J'ai envie de dire, avec tout le respect que je dois au travail de la commission qui nous a été présenté tout à l'heure, que j'ai l'impression que l'on continue ici à bricoler et que la peur d'envisager la seule solution réaliste – à savoir un parlement de métier – est décidément mauvaise conseillère. A la page 73 du rapport de la commission, on peut lire que les députés au parlement de notre pays ne doivent pas se constituer en classe politique ... Il me semble que dire ainsi ce qu'on devrait ou ne devrait pas être relève de la mythologie. Notre problème, c'est de trouver le temps nécessaire à nos travaux, et ce n'est pas en ayant de moins en moins de temps que l'on fera correctement le travail, notamment en liaison avec ceux que nous sommes censés représenter. La liaison avec nos électeurs, la représentation de la population, nécessitent de pouvoir s'y consacrer et sur ce plan-là le parlement de milice arrive véritablement à bout de souffle.

Quand on regarde qui peut encore siéger dans cette salle aujourd'hui, de qui se compose le parlement, on constate qu'il s'agit de parlementaires qui ont les moyens de se libérer parce que leur entreprise ou leur affaire marche assez bien. Cela prend un certain nombre d'années, ce qui élimine déjà la plupart des gens relativement jeunes au niveau des responsabilités économiques. De plus, nous avons les gens qui ne sont pas absolument indispensables à leur entreprise ou à leur affaire qui peut donc les libérer, ce qui élimine la majeure partie de ceux qui travaillent dans de petites et moyennes entreprises, de ceux qui n'ont pas derrière eux une organisation importante. Ensuite, il y a ceux qui ont la chance de ne pas avoir besoin d'un travail rémunéré, et cela non plus n'est pas la situation d'une majorité.

Enfin, il y a les professionnels de la politique. En effet, il est amusant de constater que ceux qui défendent ici le plus fort le parlement de milice sont généralement les professionnels de la politique. Certains sont membres d'un exécutif, responsables de telle ou telle organisation, d'autres sont journalistes ou éditorialistes professionnels. Ce sont des politiciens professionnels qui plaident en faveur d'un parlement de milice en prétendant qu'un parlement de professionnels est impossible! Pour ma part, je constate que le parlement de milice tel que nous le connaissons actuellement ne fonctionne plus,

que c'est une tromperie, qu'un bon tiers des parlementaires sont déjà des professionnels.

Par ailleurs, le système actuel implique la sélection d'un parlement qui n'est absolument pas représentatif sociologiquement de la population, sa composition sociologique étant totalement différente de celle de la population que nous sommes censés représenter. Il y a donc, à l'entrée, un filtre qui est tout à fait antidémocratique et sur lequel nous devons nous interroger avant de décider que le parlement professionnel nous éloignerait du peuple. J'estime au contraire qu'un tel parlement nous rapprocherait du peuple et que c'est le seul moyen d'être véritablement ouvert à tout le monde.

Tenter de gérer encore mieux notre temps de parole ou notre silence, comme cela a été dit tout à l'heure, je suis d'accord, essayons, mais je n'ai que peu d'illusions, et je crois que la prochaine réforme sera celle du parlement de métier.

La manière dont nous étions organisés il y a 150 ans était peut-être valable en 1848, en 1914, en 1939 encore, mais aujourd'hui cela ne peut plus marcher. Il n'y a pas en Suisse d'exécutif qui soit encore un exécutif de milice et ce qui vaut pour l'exécutif vaudra aussi pour le parlement, en tout cas pour le parlement national.

Si notre souci est de revaloriser le pouvoir législatif face au pouvoir exécutif, si on veut lui donner aussi plus de poids à l'égard des influences économiques – c'est aussi une de nos préoccupations – il faut abandonner le mythe du parlement de milice.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Titre et préambule, art. 1, 2

Angenommen – Adopté

Art. 3 – 5, 7

M. Borel, rapporteur: En ce qui concerne cet article 3, ainsi que l'article 7 auquel je passerai directement puisque les articles 4, 5, 6 et 8 restent inchangés, les modifications sont purement rédactionnelles.

Frau Stamm, Berichterstatterin: Zu den Artikeln 3 und 7 ist zu bemerken, dass es sich nur um redaktionelle Anpassungen handelt. Der Inhalt ist unverändert. Dasselbe gilt für die Artikel 4 bis 6.

Angenommen – Adopté

Art. 6

Antrag Dietrich

Abs. 1

Die Plätze im Ratssaal werden den Mitgliedern nach Fraktionszugehörigkeit und, wenn möglich, nach den persönlichen Wünschen zugeteilt.

Art. 6

Proposition Dietrich

Al. 1

Les places dans la salle du conseil sont attribuées aux membres selon le groupe auquel ils appartiennent compte tenu, autant que possible, de leurs désirs personnels.

Dietrich: Artikel 6 unseres Reglementes bestimmt, dass die Plätze im Saal den Mitgliedern nach Sprache und Fraktionszugehörigkeit und wenn möglich nach persönlichen Wünschen zugeteilt werden. Artikel 6 hält zwar nicht fest, wer diese Sitzverteilungen vornimmt, doch habe ich im Gespräch mit einigen Neuen zu Beginn der Legislatur erfahren, dass dies offenbar ein unerhört wichtiges Geschäft ist, bei dem verschiedene Akteure mitwirken. Von allem Anfang an habe ich mich mit verschiedenen Kolleginnen und Kollegen aus verschiedenen Fraktionen und verschiedenen Sprachregionen über die Auf-

teilung des Saales nach Sprachen zuerst gewundert und dann geärgert.

Landauf, landab diskutieren wir über die Probleme der Sprachverständigung in unserem Land, über die Notwendigkeit des frühen Französischunterrichts in den Schulen der deutschen Schweiz, über die Probleme, die das Schweizerdeutsche in den Medien stellt. Wir sind daran, die Jahrhundertfeier vorzubereiten, das Fest der Kulturen unter dem Zeichen «Begegnung» miteinander zu feiern. Viele Projekte der Aktion «Begegnung 91» zielen darauf ab, die verschiedenen Sprachgruppen einander näherzubringen. Gemeinden verschiedener Sprachen werden sich besuchen, näher kennenlernen. Die Stiftung für eidgenössische Zusammenarbeit gibt neue Impulse für den Jugendaustausch über die Sprachgrenzen hinweg. Die Oertli-Stiftung unterstützt den Aufenthalt von Journalisten in einem anderen Sprachgebiet usw. Wir aber, die Volksvertreter im Parlament, ziehen weiterhin fein säuberlich diesen Röstigraben und getrauen uns bis heute nicht, uns auch in der Sitzordnung näherzukommen. Die Aufhebung der Sprachbarriere in diesem Saal hätte meines Erachtens einige wesentliche Vorteile, z. B. hätten wir alle permanent Gelegenheit, unsere Sprachkenntnisse besser anzuwenden, zu vervollständigen, zu kultivieren, uns gegenseitig besser kennenzulernen und zu verstehen, mehr Verständnis auch für das Anderssein zu haben.

Es existiert zwar keine Statistik über die Gesprächshäufigkeit zwischen Lateinern und Deutschschweizern in diesem Parlament. Aber Hand aufs Herz: Wann bin ich, wann sind Sie das letzte Mal hinübergewandert, einfach so, um mit einem Kollegen, einer Kollegin zu sprechen?

Ich finde es auch störend, dass die Fraktionen auseinandergerissen sind – ich meine das «sitzlich» gesehen –, dass Fraktionschefs rotieren müssen. Meines Erachtens darf die psychologische Bedeutung eines Fraktionsblockes nicht unterschätzt werden. Dies wird uns die freisinnige Fraktion sicher gerne bestätigen, denn ihre Mitglieder sitzen praktisch in einem Block zusammen; durchaus zu ihrem Vorteil.

Man würde bei einer neuen Sitzteilung auch auf beiden Seiten die Zeitungen aus allen Sprachregionen vorfinden. Auch dies wäre kein Schaden für die Verständigung.

Der Einwand, das Verteilen des Papiers durch unsere Weibel würde kompliziert, ist meines Erachtens nicht stichhaltig. Erstens werden die Anträge zweisprachig ausgeteilt, und zweitens sind unsere Weibel sprachgewandt und flexibel und würden sich rascher als viele Mitglieder in diesem Saal an die neue Ordnung gewöhnen. Nicht zuletzt: hie und da schaut ja auch das Schweizervolk auf uns im Fernsehen. Wir könnten so ein gutes Beispiel des Dialogs über die Sprachgrenzen hinweg geben.

Mein Antrag geht dahin, im Reglement die zwei Worte «nach Sprache» zu streichen. Ich bin nicht der Meinung, dass wir morgen unsere Pültlein räumen, umziehen und uns da mischen. Die neue Formulierung böte aber die Möglichkeit, einmal eine sprachgemischte Lösung auszuarbeiten und gelegentlich einzuführen, beispielsweise zum Abschluss der Jahrhundertfeier nach den nächsten Wahlen. Die Sprachgruppen könnten durchaus wieder zusammen im Rahmen einer Fraktion sitzen.

Ich habe ein informelles Vernehmlassungsverfahren bei verschiedenen Kolleginnen und Kollegen verschiedener Sprachen durchgeführt. Als Hemmschuh wurde sehr oft die sogenannte Tradition aufgeführt. Ich halte viel von guter Tradition. Es gibt aber Traditionen, die schlicht und einfach zur Routine verkommen sind. Ein viel gescheiterer Mann als ich hat gesagt: «Routine ist Tradition minus Geist.»

Ich bitte Sie, meinem Antrag zuzustimmen.

Früh, Sprecher des Büros: Ich spreche im Namen des Büros zum Antrag des Kollegen Dietrich, weil eine gleichlautende Motion am 28. September 1988 dem Büro eingereicht wurde. Das Büro begrüsst die Idee des Kollegen Dietrich. In einer ersten Aussprache im Verlaufe einer Bürositzung hielt es fest, dass der Wille der sprachlichen Minderheit für eine Aenderung des Geschäftsreglementes, also Artikel 6, ausschlaggebend sein soll. Im Klartext heisst das, dass im Falle einer negativen

Meinungsäusserung der französisch- und italienisch sprechenden Ratsmitglieder von einer Aenderung abgesehen werden sollte. Es war die Meinung, dass nicht unsere sprachliche Mehrheit Vorschriften erlässt, wo die sprachlichen Minderheiten zu sitzen haben. In der Folge ergab eine andere Umfrage bei den Fraktionen ein sehr unterschiedliches Bild. Die CVP und die SP schlugen Lösungen vor, wie unsere Romands und Tessiner in den Fraktionen integriert werden könnten. Die SVP und die Landesring/EVP-Fraktion waren für Beibehaltung des Bestehenden, während die FDP und die liberale Fraktion, wie auch die Fraktion der Grünen, die Meinung des Büros teilen, dass die sprachlichen Minderheiten des Rates selber entscheiden sollen, ob die Neuerung nach Kollege Dietrich durchgeführt werden oder ob die bestehende Lösung beibehalten werden soll. Die Umfrage bei den Ratsmitgliedern französischer und italienischer Sprache ergab dann eine klare Mehrheit zugunsten der bestehenden Lösung, und zwar mit 31 zu 13 Stimmen.

Das Büro beantragt Ihnen, den gutgemeinten Vorstoss von Kollege Dietrich abzulehnen mit dem Hinweis, keine Gelegenheit zu verpassen, im Sinne von «Begegnung 91» zu handeln.

M. Massy, porte-parole du Bureau: M. Dietrich, conseiller national, dans une motion du 28 septembre 1988, a demandé une modification de l'article 6, premier alinéa, du Règlement du Conseil national, qui propose que les députés ne soient plus groupés par langues dans la salle de notre conseil. Dans l'esprit de Rencontre 1991, le motionnaire pense que le Conseil national doit donner l'exemple en supprimant «le rideau de Röstli» dans la salle où il siège.

Voici la réponse de votre Bureau qui siègeait le 2 février 1990 sous la présidence de M. Victor Ruffy, président du Conseil national. Votre Bureau salue l'esprit qui a présidé au dépôt de la motion et qui tend au raffermissement des liens confédéraux. Dans un premier temps, le Bureau a estimé que si les minorités linguistiques devaient s'opposer à la motion la majorité alémanique ne pourrait que suivre cet avis. Il a par la suite décidé de consulter les groupes et les conseillers nationaux romands et tessinois.

La consultation des groupes a donné les résultats suivants: le groupe PDC propose que les minorités forment un bloc dans les premiers rangs du groupe; le groupe socialiste est favorable à une intégration au sein du groupe selon les désirs personnels; le groupe de l'Union démocratique du centre n'est pas favorable à une idée estimant que le lien linguistico-culturel est aussi nécessaire aux minorités linguistiques que leur rattachement au groupe parlementaire. Le groupe de l'Alliance des indépendants estime que la tradition doit prévaloir; la possibilité de contacts entre députés de différents groupes linguistiques est par ailleurs parfaitement assurée. En outre, les groupes radical-démocratique, libéral et écologiste partagent l'avis susmentionné du Bureau.

L'enquête auprès des parlementaires latins a fait apparaître une nette majorité d'opposants à l'innovation présentée et cela par 31 voix contre 13.

Après avoir pris connaissance des avis exprimés, dont la majorité sont négatifs, le Bureau propose d'en rester au *statu quo*, à savoir que les places dans la salle du conseil sont attribuées aux membres selon leur langue et le groupe auquel ils appartiennent. La proposition du Bureau est donc la suivante: le Conseil national est invité à rejeter la motion Dietrich.

M. Borel, rapporteur: La commission n'a pas débattu de cette question; je ne peux donc pas vous recommander l'acceptation ou le rejet de la proposition Dietrich. A titre personnel, je l'accepterai. Je pense que les minorités souhaitent être entendues et qu'une bonne manière pour ce faire est d'être intégré le mieux possible au sein de son groupe politique.

Frau Stamm, Berichterstatterin: Dieses Thema wurde in der Kommission nicht besprochen, weil dieser Vorschlag noch nicht vorlag. Es bleibt also Ihnen überlassen, ob Sie der Empfehlung des Büros Folge leisten wollen oder nicht. Persönlich muss ich Ihnen sagen, dass ich der Idee von Herrn Dietrich sehr viel abgewinne und dass es mich persönlich eigentlich

enttäuscht, dass unsere Kollegen Romands und Tessiner sich – gemäss Aussage des Büros – mit Mehrheit gegen diese Idee entschieden haben.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	53 Stimmen
Für den Antrag Dietrich	46 Stimmen

Abs. 2, 3 – Al. 2, 3
Angenommen – Adopté

Art. 8
Angenommen – Adopté

Art. 9

M. Borel, rapporteur: Je précise que, à la lettre b, nous proposons de biffer les termes selon lesquels le Bureau vérifie le procès-verbal. Dans la pratique, c'est déjà le président qui le vérifie et j'insiste sur un point qui prête souvent à confusion: il s'agit bien du procès-verbal, c'est-à-dire d'un procès-verbal de décision et non pas du *Bulletin officiel*.

Frau **Stamm**, Berichterstatterin: Artikel 9 Buchstabe b des ersten Absatzes kann gestrichen werden, weil in der Praxis das Protokoll, und zwar das Beschlussprotokoll, bereits heute vom Präsidenten und nicht vom Büro geprüft wird.

Angenommen – Adopté

Art. 10

M. Borel, rapporteur: A l'article 10, nous précisons le droit de vote du président du conseil. Lorsqu'il siège en plénum, le président du conseil ne vote pas, sauf lors d'élections, il ne fait que départager. Nous proposons de lui donner la même compétence qu'un président de commission lorsqu'il préside le Bureau ou la Conférence des présidents de groupes.

Frau **Stamm**, Berichterstatterin: In Artikel 10 wollen wir das Stimmrecht des Ratspräsidenten präzisieren. Sie wissen, dass er im Plenum nicht stimmen kann. Er kann nur den Stichtscheid geben. Wir möchten ihm aber bei Abstimmungen im Büro und in der Fraktionspräsidentenkonferenz ein Stimmrecht geben. Er kann stimmen, und er gibt auch den Stichtscheid.

Angenommen – Adopté

Art. 11
Angenommen – Adopté

Art. 12
Antrag Früh
Abs. 1

Die Fraktionspräsidentenkonferenz besteht aus dem Präsidenten, dem Vizepräsidenten und den weiteren Mitgliedern des Büros des Rates sowie den Präsidenten der Fraktionen

Art. 12
Proposition Früh
Al. 1

La Conférence des présidents de groupe se compose du président et du vice-président du conseil, des autres membres du Bureau ainsi que des présidents de groupe

Früh: Mit den zur Diskussion stehenden Anträgen von Herrn Loeb und mir, die alle von der FDP-Fraktion unterstützt werden, möchten wir eine Kompetenzvereinbarung und eine Vereinfachung der Abläufe herbeiführen.

Schon hier im Rat, aber vor allem von aussen her ist es recht schwer, die Kompetenzen von Büro und Fraktionspräsidentenkonferenz zu definieren. Eine klare Kompetenzabgrenzung gelingt den wenigsten. Es ist schon deshalb schwierig, weil

der Nationalratspräsident sowohl in der Fraktionspräsidentenkonferenz als auch im Büro des Nationalrates den Vorsitz führt. Das heisst doch: gleiche Leitung, gleiche Geschäfte, gleiche Themen. Beide Gremien beschäftigen sich mit der Ratsarbeit. Bei den einen liegt das Schwergewicht bei der reinen Organisation, bei den anderen bei den politischen Fragen.

Ob Sie die Verkehrskommission oder die Guk nehmen, jede Kommission hat ihre Bandbreiten. Das Problem oder die Arbeit, die für Büro und Fraktionspräsidentenkonferenz zu bewältigen ist, besteht darin, eine Ratsarbeit zu ermöglichen, bei der mit wenig organisatorischen Reibungsverlusten gute politische Arbeit resultiert.

Mit der nun neu gestellten Aufgabe, dass das Büro die Geschäfte nach Wichtigkeit und politischer Tragweite einteilen soll, bekommt das Ganze eine politische Dimension. Diese Einteilung in Kategorien ist ein eindeutig politischer Auftrag. Dem Bericht der vorberatenden Kommission kann dem Beispiel der Wintersession 1988 entnommen werden, dass vor allem in der dritten Kategorie grosse Zeitersparnisse die positive Folge eines solchen Vorgehens wären.

Der Auftrag, wer der Fraktionspräsidentenkonferenz angehören soll – nämlich der Nationalratspräsident, sein Vizepräsident, die weiteren Mitglieder des nationalrätlichen Büros sowie die Fraktionspräsidenten –, könnte dazu führen, dass die Abläufe aufgrund einer Einteilung der Geschäfte in Kategorien vereinfacht würden. Die Koordination würde besser funktionieren, und es lägen Entscheide und klare Aussagen eines einzigen Gremiums vor. Als demokratisches Positivum wären noch die tatsächlichen Mehrheitsverhältnisse im Rat zu vermerken. Dagegen stellt sich als Negativum, dass das schmucke Zimmer des Nationalratspräsidenten vom Platz her nicht mehr genügen würde, man müsste ins Zimmer 4 ausweichen.

Im übrigen darf ich feststellen, dass im Ständerat ein Gremium für die gleiche Aufgabenstellung im Einsatz ist. Die Zusammenlegung wäre also nichts Neues in diesem Hause. In jedem Klein- und Mittelbetrieb ist die Koordination eines der Schlüsselprobleme. Weshalb sollte man dieses Problem nicht auch in unserem Rat angehen, wo doch eine Minimierung von Reibungsverlusten, von Kosten, von Zeitaufwand dringend nötig ist?

Die neue Umschreibung der Fraktionspräsidentenkonferenz mit einem Einbezug des Büros ist ein Schritt in Richtung Parlamentsreform. Ich bitte Sie um Unterstützung dieses Antrages.

Nebiker: Dieser Antrag wurde in der Kommission nicht behandelt. Ich möchte aber aus eigener Erfahrung etwas dazu beitragen, denn ich hatte Gelegenheit, in beiden Gremien während mehreren Jahren tätig zu sein.

Es ist eine Scheinlösung zu meinen, durch das Zusammenlegen der beiden Gremien könne man effizienter arbeiten. Viel wichtiger ist es, beiden Gremien ganz klar die Aufgaben zuzuteilen, damit es zu keinen Ueberschneidungen kommt. Die Gremien sind ja unterschiedlich. Das Büro wird vom Plenum gewählt. Jeder einzelne ist ein Vertrauensmann des Rates, er ist gleichzeitig auch Stimmenzähler. Hingegen werden die Fraktionspräsidenten nur von den Fraktionen gewählt und dann in die Präsidentenkonferenz delegiert. Es sind also ganz verschiedene Wahlkörper für die beiden Gremien zuständig.

Wichtig ist die Aufgabenteilung zwischen den beiden Gremien. Dem Büro obliegen in erster Linie administrative Arbeiten: Vorbereitungsarbeiten, Bestellung der Kommissionen und der Präsidien und jetzt neu die Kategorieneinteilung bei den Geschäften. Das ist vorläufig ein technischer Vorschlag.

In den Kommissionen wird dann das Geschäft behandelt und beurteilt, ob diese Kategorisierung genügt oder ob eine andere Kategorie gewählt werden muss, weil das Geschäft politisch brisant zu werden scheint. Dann ist die zweite Instanz zuständig: die Fraktionspräsidentenkonferenz quasi als Rekursinstanz. Es kann ja nicht das gleiche Gremium den Vorschlag machen und am Ende wieder den Entscheid treffen. Die Fraktionspräsidenten sind bei dieser Einteilung in Kategorien, die durchaus politisch sein kann, in der Lage, zweckmässig zu planen. Sie können dann auch auf das Programm Rücksicht nehmen, denn das Sessionsprogramm ist ihre Angelegenheit.

Aus eigener Erfahrung bin ich keineswegs der Meinung, man könne mit dem Antrag Früh rationalisieren. Wichtig ist, dass man die Aufgaben sauber teilt, und wichtig ist, dass die Koordination gewährleistet ist. Das ist durch den Ratspräsidenten, den Vizepräsidenten und den Generalsekretär – alle drei sind in beiden Gremien vertreten – sichergestellt.

M. Borel, rapporteur: Je voudrais tout d'abord rendre notre conseil attentif au fait que la proposition de M. Früh signifie que l'organisation de nos débats serait gérée par un groupe de dix-sept personnes. Ce n'est pas très rationnel que de présenter ce genre de proposition. Cette dernière n'ayant pas été faite en commission, je vous parle en mon nom personnel. Cependant, dans l'esprit, la commission irait plutôt en sens contraire, pour la raison suivante: lorsqu'il a été question de l'attribution d'une catégorie à tel ou tel objet, après discussion, notre commission a décidé que ce serait la Conférence des présidents de groupe qui trancherait en définitive, à moins d'un recours au plénum. Les arguments avancés étaient les suivants: il s'agit d'une décision politique qui doit être prise par un organe plus spécifiquement politique que le Bureau; en outre, il doit être tenu compte des minorités pour la prise de telles décisions, un petit groupe ayant le même poids qu'un grand.

Je crois donc pouvoir interpréter les délibérations de notre commission, en vous encourageant à refuser la proposition de M. Früh.

Frau Stamm, Berichterstatterin: Dieser Antrag lag in der Kommission nicht vor. Deshalb kann ich Ihnen keine Entscheidung der Kommission unterbreiten. Im Sinn ihrer Verhandlungen muss ich Ihnen aber sagen, dass sich die Kommission eher gegen diesen Antrag aussprechen würde. Zunächst einmal würde sich dieses Gremium auf 17 Personen erweitern, d. h. das Sessionsprogramm müsste von einem Gremium von 17 Personen entschieden werden statt wie bisher von 9 Personen. Es scheint mir nicht der Idee der Rationalisierung zu entsprechen, grössere Gremien zu schaffen, deren Ablauf ja dann schwerfälliger ist.

Wichtiger ist aber etwas anderes: Wir haben über das Thema der Kategorien gesprochen – die Geschäfte werden in Kategorien eingeteilt –, und wir haben in der Kommission beschlossen, dass der definitive Entscheid – es ist ja ein politischer Entscheid, in welche Kategorie ein Geschäft fällt – von der Fraktionspräsidentenkonferenz gefällt werden soll, welche von ihrer Stellung und ihren Aufgaben her ein politischeres Gremium ist als das Büro. Dort haben natürlich die Minderheiten in unserem Rat eine ganz andere Stellung und Stimme, als sie es in einem Gremium «Büro und Fraktionspräsidentenkonferenz zusammen» hätten.

Aus diesen Überlegungen meine ich, im Sinne der Kommission zu sprechen, wenn ich Ihnen diesen Antrag zur Ablehnung empfehle.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	offensichtliche Mehrheit
Für den Antrag Früh	Minderheit

Abs. 2 – Al. 2

Angenommen – Adopté

Art. 13, 14, 14a, 15, 15a, 15b, 16

M. Borel, rapporteur: Je m'exprime à propos des articles 13 à 16 pour dire qu'il s'agit soit de modifications rédactionnelles, soit d'une adaptation de notre règlement à la loi sur les rapports entre les Conseils. Il n'y a donc rien de nouveau dans ces articles.

Frau Stamm, Berichterstatterin: Zu den Artikeln 13 bis 16 möchte ich sagen, dass es sich hier vor allem um redaktionelle Anpassungen oder Anpassungen an das Reglement des Ständerates handelt. Es gibt inhaltlich hier nichts Neues. Ich möchte aber zu Artikel 16 Absatz 1 noch eine Bemerkung

machen, was die Interpretation anbelangt: Hier geht es um die Mitgliedschaft in ständigen Kommissionen, welche bis jetzt auf sechs Jahre beschränkt war und auch in Zukunft auf sechs Jahre beschränkt bleiben soll.

Wir haben in der Kommission über diesen Punkt diskutiert, weil er im Hinblick auf die Zugehörigkeit zu internationalen Organisationen zu Schwierigkeiten Anlass geben kann, und zwar deswegen, weil zum Beispiel Schweizer als Angehörige des Europarates nicht lange genug in diesem Europarat sitzen, um auch Präsiden übernehmen zu können. Das ist dem Ansehen unseres Landes im internationalen Bereich eigentlich abträglich. Wir kennen kein anderes Parlament, das eine entsprechende Einschränkung hat. Wir haben in der Kommission gesagt, dass man die Dauer der Kommissionszugehörigkeit, wenn es sich um Mitglieder von internationalen Organisationen handelt, grosszügig interpretieren und auch von der Ausnahmefähigkeit grosszügig Gebrauch machen sollte, die Mitgliedschaft zu verlängern.

Angenommen – Adopté

Art. 17

Antrag Früh

Abs. 1

Die Mitglieder ständiger und nichtständiger Kommissionen können sich für eine einzelne Sitzung vertreten lassen; das zuständige Büromitglied bestimmt den Vertreter.

Abs. 2

Streichen

Art. 17

Proposition Früh

Al. 1

Les membres des commissions permanentes et non permanentes peuvent se faire remplacer occasionnellement à une séance; le membre du bureau compétent désigne le remplaçant.

Al. 2

Biffer

Früh: Mit meinem Antrag zu Artikel 17 möchte ich einen Beitrag leisten zum Abbau der Bürokratie.

In Ad-hoc-Kommissionen kann man sich schon heute unbürokratisch ersetzen lassen. Bei den gedrängten Terminkalendern und dem Suchen nach Terminen für Kommissionssitzungen ist diese Erleichterung der Ersetzung sehr willkommen. Die Ersetzung in einer ständigen Kommission ist möglich, jedoch ist die Zustimmung des Büros nötig. Ich möchte Ihnen nun beliebt machen, dass die Ersetzung in einer ständigen Kommission vereinfacht wird, indem das zuständige Büromitglied den Vertreter bestimmt. Für den zu Ersetzenden, für den Vertreter und vor allem für das Büro wäre das eine Erleichterung ohne jeglichen Nachteil.

Bitte stimmen Sie dieser vorgeschlagenen Fassung von Artikel 17 zu.

Columberg: Ich bitte Sie, den Antrag Früh abzulehnen. Ich bin etwas überrascht, dass dieser Antrag von seiner Seite kommt, denn wir haben diesen Antrag in der Kommission sehr eingehend diskutiert. Dort waren ganz andere Kreise für eine solche Stellvertretung.

Wir sind zur Überzeugung gekommen, dass das keine gute Lösung wäre, denn es ist ein deutlicher Unterschied zwischen einer Stellvertretung in einer Ad-hoc-Kommission und in einer ständigen Kommission:

1. In den ständigen Kommissionen wird ein Geschäft gewöhnlich über längere Zeit erörtert, so dass eine aktive Mitwirkung in einer einzelnen Sitzung fast unmöglich ist.

2. Von einem Mitglied ständiger Kommissionen wird erwartet, dass es sich gründlich in das Sachgebiet einarbeitet. Das ist bei einem ständigen Wechsel nicht möglich.

3. Die Vertraulichkeit bitte ich vor allem zu beachten. Die Indiskretionen sind üblich und erschweren eine vertrauensvolle Arbeit, vor allem in der Militärkommission und in der Geschäftsprüfungskommission. Wenn Sie hier einen ständigen Wechsel

haben, wie wollen Sie denn das noch kontrollieren? Das ist völlig unmöglich.

4. Von einem Mitglied einer ständigen Kommission kann auch erwartet werden, dass es zu den Sitzungen erscheint, nachdem das Sitzungsprogramm langfristig festgelegt wird. Wir haben diese Möglichkeit der Stellvertretung für einzelne Sitzungen bei den ständigen Kommissionen bisher nicht.

Ich bitte Sie, bleiben Sie bei der jetzigen Form und lehnen Sie den Antrag Früh ab. Er hätte, glaube ich, verhängnisvolle Auswirkungen.

Frau Grendelmeier: Ich bitte Sie ebenso inständig, den Antrag von Herrn Früh zu unterstützen. Es ist wahrscheinlich relativ selten, dass Herr Früh und ich derselben Ansicht sind. Persönlich bin ich der Meinung, dass diese Unterscheidung von Ad-hoc-Kommissionen und ständigen Kommissionen eine durch und durch künstliche ist. Wenn man immer damit argumentiert, dass die Sachkompetenz in den ständigen Kommissionen Vorrang vor der Abstimmungskompetenz hat, dann frage ich mich folgendes: Wichtige Geschäfte, die eigentlich in diesen Sachbereich gingen, beispielsweise das Umweltschutzgesetz, wären nie von der Guk behandelt worden, sondern von einer Ad-hoc-Kommission. So haben wir immer wieder wichtige Kommissionen, die sich *ad hoc* zusammensetzen und die sich unerhört eifrig in eine Materie einarbeiten müssen. Ich würde sogar sagen, mehr als in den ständigen Kommissionen, denn seien Sie doch ehrlich: In den ständigen Kommissionen zählt vor allem auch die Kontinuität, was Routinegeschäfte anbelangt, und nicht Sachkompetenz.

Ich sehe diese künstliche Unterscheidung nicht mehr: Das Problem der Vertraulichkeit gilt genauso für die Ad-hoc-Kommissionen: Auch dort darf man nicht plaudern. Umgekehrt gibt es in den ständigen Kommissionen oft gar nichts auszuplaudern, weil es so langweilig ist, dass niemand auf diese Idee kommen könnte. Zudem: Warum muss man einen komplizierten Weg wählen; man kann sich ja vertreten lassen. Aber wieso muss man vom Wohnort aus dafür sorgen, dass man zu einem Büromitglied Zugang hat, das dann wiederum alle anderen orientiert, obwohl es sich um eine Routinesache handelt?

Ich halte diese Unterscheidung für künstlich und vor allem für überholt. Alle, die wir in einer Kommission sind, ob in einer ständigen oder in einer nichtständigen Kommission, sollten unsere Aufgabe ernst nehmen, auch die Vertraulichkeit ernst nehmen; die Unterscheidung von besseren oder «mehrbeseren» Kommissionen halte ich für absurd.

Ich bitte Sie dringend, dem Antrag Früh zuzustimmen.

M. Borel, rapporteur: Notre commission a débattu longuement de cette question. Elle s'est prononcée contre une solution «à la Früh» parce qu'elle attend des membres des commissions permanentes une étude approfondie du domaine dont ils ont la charge et une participation régulière aux séances de travail.

Il nous apparaît que c'est lors des séances de commissions permanentes que les membres du conseil devraient le plus s'astreindre à participer, quitte à s'arranger sur le plan professionnel ou à renoncer à des séances de commissions *ad hoc*. Il est clair que les mêmes obligations sont imposées aux membres des autres commissions, mais le travail au sein des commissions permanentes, principalement de la Commission de gestion, de celle des finances et de celle des affaires militaires, exige une constance particulière.

Au nom de la commission, je vous invite donc à refuser la proposition de M. Früh.

Frau Stamm, Berichterstatterin: Das Thema, das der Antrag Früh aufwirft, haben wir in der Kommission wirklich eingehend, ausführlich und vertieft diskutiert. Wir haben die Argumente ausgetauscht, die Ihnen hier unterbreitet wurden. Die Kommission hat sich dann gegen das Anliegen ausgesprochen, das im Antrag Früh enthalten ist, im wesentlichen – ich wiederhole dies –, weil man der Meinung war, dass ein Mitglied einer ständigen Kommission sich vertiefter als vielleicht in einer Ad-hoc-Kommission in eine Materie einarbeitet und

dass es sehr wichtig ist – besonders bei der GPK, der Finanzkommission und der Militärkommission –, dass hier eine Kontinuität gegeben ist. Wir sind nämlich im Verlauf der Diskussion darauf gekommen, dass wir, würden wir dem Anliegen einer uneingeschränkten Vertretungsmöglichkeit stattgeben, unter Umständen wieder zwei Sorten ständige Kommissionen schaffen müssten, weil es gewisse Kommissionen gibt, bei denen kurzfristige Vertretungen einfach nicht vorkommen sollten.

Ich bitte Sie also, diesen Antrag abzulehnen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	66 Stimmen
Für den Antrag Früh	49 Stimmen

M. Borel, rapporteur: J'ai omis quelque chose concernant l'article 17. En effet, la traduction en français ne correspond pas tout à fait au texte allemand, mais elle correspond à l'ancienne version. A l'alinéa premier, on parle du membre du Bureau qui représente le groupe. Or, certains groupes ne sont pas représentés au Bureau. Il serait donc préférable de dire «le membre du groupe compétent», ce qui serait la traduction exacte du terme allemand. Nous pourrions revoir ce point en deuxième lecture.

Abs. 3, 4 – Al. 3, 4

Angenommen – Adopté

Art. 18

Antrag Hafner Rudolf

Abs. 4

Unverändert

Antrag Schmid

Abs. 5 (neu)

An den Sitzungen können auch interessierte Ratsmitglieder teilnehmen, die nicht der Kommission angehören. Sie haben jedoch weder Rede- noch Antragsrecht.

Art. 18

Proposition Hafner Rudolf

Al. 4

Inchangé

Proposition Schmid

Al. 5 (nouveau)

Les députés qui ne font pas partie de la commission mais s'intéressent à ses travaux peuvent également participer aux séances. Ils n'ont toutefois pas le droit d'intervenir ni de présenter des propositions.

Hafner Rudolf: Wir haben diese Arbeit und die Parlamentsreform begonnen, weil wir der Auffassung waren, dass das Ganze effizienter werden soll. Hier geht es jetzt um die Frage, ob wir eigentlich einen bewährten Absatz, eine bewährte Bestimmung herausstreichen sollen oder nicht, eben diesen Artikel 18 Absatz 4: Es war bisher so, dass man, wenn man Unterlagen zu den Kommissionen von rechtsetzenden Geschäften haben wollte, ins Sekretariat gehen und diese Unterlagen verlangen konnte. Man hat sie auch bekommen. Neu wäre es jetzt so – wenn man diese Artikel 18, 23 und 24 zusammen anschaut, wobei es in der Vorlage keinen Querverweis hat; das ist ein bisschen Detektivarbeit –, dass diese Protokolle, diese Unterlagen nicht mehr erhältlich wären. Es wäre doch unter dem Gesichtspunkt der Effizienz eher ein Nachteil, wenn man in Zukunft jedesmal zu einem Kommissionsmitglied gehen und dort diese Unterlagen verlangen müsste.

Ich weiss nicht, was sich die Kommission dabei gedacht hat; das Ganze soll doch unter dem Motto «mehr Effizienz» segeln. Es kann ja nicht Sinn und Zweck der ganzen Uebung sein, dass man quasi den neun Zehnteln – also den meisten von Ihnen, die jeweils nicht in einer Kommission sind – diese Unterlagen nicht zur Verfügung stellt. Das würde heissen, dass man vor der Öffentlichkeit schlecht dastehen würde, weil die

Mehrheit nicht genügend informiert wäre, wohlverstanden über rechtsetzende Erlasse.

Ich bitte Sie, unserem Antrag zuzustimmen: Das würde ermöglichen, dass man weiterhin diese Unterlagen im Sekretariat beziehen und bei jedem dieser rechtsetzenden Erlasse in Kenntnis dieser Unterlagen entscheiden könnte. Wenn sich eine Mehrheit findet für den Antrag, dann müsste der Text von Artikel 24 angepasst werden.

Schmid: Ich beantrage Ihnen, dass auch Ratsmitglieder, die nicht der Kommission angehören, zu deren Sitzungen Zugang haben. Sie haben auch heute wieder eine Menge Anträge erhalten, die zu einer jeweils kaum einkalkulierbaren Verlängerung der Behandlungszeit von Vorlagen führen. Sie stammen von Ratsmitgliedern, die meist selber nicht in der Kommission haben mitarbeiten können.

Ich denke, wenn sich interessierte Ratskolleginnen und Ratskollegen schon frühzeitig mit der Materie befassen und sich allenfalls die Argumente des Für und Wider bereits in der Kommissionsberatung anhören könnten, würden sie unter Umständen auf zusätzliche Anträge verzichten. Sie hätten rechtzeitig Gelegenheit, aufgrund von Informationen aus erster Hand ihre eigenen Ideen und Einwände zwischen den Sitzungstagen mit Kommissionsmitgliedern informell zu besprechen. Selbstverständlich würden diese Mitglieder denselben Vorschriften auf vertrauliche Behandlung von Informationen und Äusserungen aus der Kommission unterstehen.

Mit dieser Form sogenannter Parlamentarieröffentlichkeit könnten Vorschläge oder Einwände bereits im Stadium der Kommissionsberatungen aufgegriffen, geprüft oder als gegenstandslos erkannt werden. Mit diesem neu zugestandenen Parlamentarierrecht ergäbe sich auch ein wenig die moralische Pflicht, mit Anträgen im Rat zurückhaltender zu sein, ohne dass diese gleich verboten werden müssten.

Mit meinem Antrag könnte der überhandnehmenden Entwicklung im Rat, erweiterte Kommissionssitzungen abzuhalten, entgegengewirkt werden.

M. Borel, rapporteur: Tout d'abord une remarque concernant la proposition de la commission à l'alinéa 2 où nous proposons de permettre aux séances de commission d'avoir également lieu le mercredi, ou les autres jours où le Conseil fédéral siégerait. Il nous paraît en effet que, dans certains cas, la présence d'un membre du Conseil fédéral n'est pas indispensable et que les commissions doivent pouvoir profiter de siéger pour traiter ce genre d'objet à des rares dates encore libres. La commission devrait donc déterminer si elle souhaite que le membre du gouvernement soit présent ou non. Les Commissions de gestion, par exemple, qui siègent souvent sans la présence d'un membre du Conseil fédéral, ont déjà pris l'habitude de se réunir le mercredi. Tel est le cas également pour d'autres commissions.

Concernant la proposition de M. Schmid, elle n'a pas été présentée à la commission qui ne l'a donc pas traitée. Je ne peux que vous laisser le libre choix, sans recommandation de la commission.

Quant à la proposition de M. Hafner, il s'agit davantage d'un malentendu sur la forme qu'une divergence de fond. C'est un exemple où nous pourrions voir dans quelle mesure les travaux de notre parlement pourraient être améliorés et dans quelle mesure aussi les tentatives entreprises pour clarifier les débats ne sont pas toujours couronnées de succès.

Je vous rappelle que les propositions de notre commission vous ont été distribuées lors de la session d'automne et que toutes les propositions de modifications nous sont parvenues aujourd'hui. Une proposition telle que celle de M. Hafner où il n'y a qu'une divergence de forme et non de fond aurait pu être réglée de manière plus facile si la commission avait pu en délibérer avant la réunion de plénum. Il s'agit de savoir si les documents, procès-verbaux, etc. sont accessibles aux autres membres du conseil et aux secrétariats de groupe où s'ils peuvent être consultés. C'est lors des différentes versions successives que tout à coup le mot «consulté» est apparu. Toutefois, dans l'esprit de la commission il n'a jamais été question de dire que «consulter» signifiait avoir le droit d'aller s'asseoir pendant trois

heures au Secrétariat de l'Assemblée fédérale pour lire et ensuite rendre le document. Il ne nous paraissait pas modifier la pratique actuelle. En recherchant dans les procès-verbaux, nous n'avons pas trouvé à quel moment il y a eu modification. Je vous propose donc d'accepter dans l'esprit la proposition de M. Hafner. Pour éviter de mentionner la possibilité d'avoir accès aux documents à deux reprises, aux articles 18 et 24, il s'agira de trouver une formulation adéquate à l'article 24 pour l'examen en deuxième lecture.

Frau Stamm, Berichterstatterin: Bei Artikel 18 Absatz 2 möchte ich Ihre Aufmerksamkeit noch darauf lenken, dass wir die Einschränkung gestrichen haben, wonach Kommissionen nicht an den Sitzungstagen des Bundesrates tagen sollten. Wir sind der Meinung, dass es im Verlauf von Kommissionsberatungen immer wieder Möglichkeiten gibt, auf die Präsenz eines Bundesrates zu verzichten und dass es Sache der Kommission ist festzulegen, wann sie in Anwesenheit des Bundesrates tagen will und wann nicht. Wir können diese kostbare Zeit, den Mittwoch, sehr gut für unsere Kommissionssitzungen gebrauchen.

Zum Antrag Hafner möchte ich sagen, dass es nie die Absicht der Kommission war, die Zugänglichkeit dieser Unterlagen in irgendeiner Art und Weise einzuschränken. Die Änderungen in den Formulierungen in Artikel 24 sind, wie wir jetzt sehen, unpräzise. Wir schlagen Ihnen vor, wenn Sie den Antrag Hafner Rudolf annehmen wollen, dass wir uns in der Kommission nochmals über eine genaue Formulierung unterhalten. Der Antrag Schmid zu Artikel 18 Absatz 5 war der Kommission nicht bekannt; sie hat ihn nicht diskutiert. Wir unterbreiten Ihnen deshalb auch keine Empfehlung dazu.

Abs. 1–3 – Al. 1–3
Angenommen – Adopté

Abs. 4 – Al. 4

Le président: La commission, par la voix de son président et du rapporteur de langue allemande, se rallie à la proposition de M. Rudolf Hafner, en partant du principe que l'article 24 sera ultérieurement modifié et adopté en seconde lecture.

Angenommen gemäss Antrag Hafner Rudolf
Adopté selon la proposition Hafner Rudolf

Abs. 5 – Al. 5

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Schmid
Dagegen

Minderheit
offensichtliche Mehrheit

Art. 19
Angenommen – Adopté

Art. 20
Abs. 1–3, 5 – Al. 1–3, 5
Angenommen – Adopté

Abs. 4 – Al. 4

Frau Grendelmeier, Sprecherin der Minderheit: Bereits in meinem Eintretensvotum habe ich Sie auf die Schwierigkeit aufmerksam gemacht, die kleine Fraktionen haben, in einer Kommission drei Unterschriften zu sammeln. Es ist nicht zufällig, dass der Antrag auf drei Kommissionsmitgliederstimmen von den grossen Fraktionen kam, denn sie können sich schlicht nicht vorstellen, dass jemand sozusagen als Einzelmaske in einer Kommission sitzt.

Sie wissen so gut wie ich, dass bereits in den Kommissionen manifeste Parteipolitik gemacht wird. Das heisst, selbst Mitglieder von Fraktionen, die einem relativ nahe stehen, würden unter Umständen aus politischen Gründen die Unterschrift verweigern, wenn sie nicht Erstunterzeichner sind.

Es gibt ein paar Fraktionen, die nur einen Sitz in einer Kommis-

sion haben. Für sie ist es ausserordentlich schwierig, diese Unterschriften zu bekommen – nicht unter allen Umständen und nicht immer, aber in den meisten Fällen.

Es handelt sich also hier ganz eindeutig um eine Bestrafung der kleinen Fraktionen. Das kann nicht das Interesse und vor allem nicht das Demokratieverständnis der grossen, gesicherten Parteien sein. Zudem bin ich überzeugt, dass es ihnen auch zeitlich nichts bringt, wenn sie diese Streichung unterstützen. Denn die kleinen Fraktionen können sich wehren! Ich auf jeden Fall werde ich in der Fraktion einem Fraktionsmitglied den Auftrag geben, diesen Antrag wieder einzureichen, damit er im Plenum diskutiert werden kann. Es ist also «kif-kif-bourricot» – comme diraient les Français –, ob Sie ihn auf der Fahne oder als Einzelantrag zu behandeln haben. Sie werden nicht eine halbe Minute gewinnen. Und es geht Ihnen doch allen darum, da und dort irgend jemandem noch eine halbe Sekunde auszureissen!

Ich bitte Sie, unseren Minderheitsantrag zu unterstützen und diesen Absatz zu streichen.

Iten: Ich werde hier den Minderheitsantrag unterstützen und bitte Sie, das gleiche zu tun, aus der einfachen und doch einleuchtenden Ueberlegung, dass zwar beide Anträge – die Mehrheit und die Minderheit – vermutlich das gleiche Ziel verfolgen, aber die Kommissionsminderheit meines Erachtens das bessere Instrument anbietet.

Die Kommissionsmehrheit verlangt, dass Anträge, die gleichzeitig mit den Anträgen der Kommission dem Rat schriftlich unterbreitet werden sollen, mindestens drei Unterschriften tragen sollen. Im Klartext heisst das: Die Kommissionsmehrheit verlangt, dass ein Minderheitsantrag nur dann auf die Fahne kommt, wenn er von drei Mitgliedern aus der Kommission unterzeichnet ist, die ausserdem in der Abstimmung in der Kommission diesem Antrag zugestimmt haben.

Ich gebe zu, das mag etwas aussagen über die Qualität oder politische Bedeutung dieses Antrages. Aber für die speditive Behandlung des Antrages im Saal sagt dies überhaupt nichts aus. Wir werden keine Verbesserung der Debatte erreichen mit diesem Instrument, weil unser Ratsreglement ja vorsieht, dass jedes Ratsmitglied in der Detailberatung zu jedem Geschäft wiederum einen Antrag stellen kann, auch zu Anträgen, die in der Kommission mit grosser Mehrheit – gegen eine oder zwei Stimmen – abgelehnt worden sind.

Hingegen ist das Verfahren im Plenum nicht genau das gleiche, je nachdem, ob es sich um einen Antrag handelt, der auf der Fahne steht, oder einen Spontanantrag, der erst schriftlich eingereicht und dann verteilt werden muss.

Die Zielsetzung der Reform soll ja Zeitersparnis sein. Gerade mit dem Antrag der Kommissionsmehrheit – glaube ich – werden Sie keine Zeitersparnis erreichen; denn je früher man die Anträge kennt, desto besser können sich die einzelnen Mitglieder und vor allem die Fraktionen auf die Anträge vorbereiten. Der frühestmögliche Zeitpunkt der Bekanntgabe eines Einzelantrages oder eben Minderheitsantrages ist das Erscheinen der Fahne. Die Fahne liegt in der Regel vor, wenn Sie die Geschäfte in den Fraktionen behandeln.

Ein Einzelantrag wird in der Regel erst am Vortag hier ausgeteilt. Wenn Sie grosszügig sind mit der Aufnahme von Anträgen auf die Fahne, hat das den Vorteil, dass Sie in den Fraktionen bereits zu diesen Anträgen Stellung beziehen können, dass der Fraktionssprecher hier beim Eintreten schon zum einen oder anderen Minderheitsantrag Stellung nehmen kann, während er sonst bei den Spontananträgen in der Detailberatung laufend nach vorne kommen muss.

Ich bitte Sie deshalb, der Minderheit zuzustimmen, weil Sie damit jedem einzelnen Mitglied dieses Rates, aber auch den Fraktionen, ermöglichen, die Anträge möglichst früh zu kennen und sich somit besser vorzubereiten.

Selbstverständlich geht der Antrag der Kommissionsmehrheit auch in dieser Richtung. Er ist zwar gut gemeint, aber im Grunde genommen doch ein untauglicher Versuch, das Problem zu lösen.

Deshalb ist er im Sinne des Antrages der Kommissionsminderheit abzulehnen bzw. zu streichen.

M. Borel, rapporteur: La majorité et la minorité sont d'accord sur un point, c'est que le droit de présenter des propositions est maintenu pour tout débat, y compris la procédure écrite, à chaque membre de notre conseil. La majorité vous propose de ne faire figurer sur le dépliant des propositions de minorité que si elles sont soutenues par au moins trois membres, les autres propositions de minorité étant traitées comme des propositions individuelles faites par un autre membre du conseil. La proposition de minorité a l'avantage de la clarté: toutes les propositions, ou la plupart des propositions qui seront discutées en plénum, sont portées suffisamment tôt à la connaissance des membres du conseil. Elles pourraient être discutées en groupes, les porte-parole des groupes sauraient de quoi il s'agit et pourraient prendre position. La minorité estime également que c'est restreindre les droits des groupes minoritaires que de les obliger précisément à récolter au moins trois signatures pour soutenir une proposition de minorité.

La proposition de la majorité a pour elle la cohérence suivante: nous ne souhaitons pas tenir des discussions de commission en plénum et nous considérons que permettre que figurent sur le dépliant des propositions de minorité 1, 2, 3, 4 ou 5, avec, pour certaines, une ou deux signatures, est une manière d'encourager le plénum à recommencer le travail accompli en commission.

Nous avons d'ailleurs constaté que, lors de débats de ce genre, les nombreuses minorités se recourent; d'ailleurs, certains membres de la commission font partie de plusieurs minorités, de sorte qu'aucun effort n'est tenté, en commission, pour viser à l'essentiel, regrouper les forces et voir quelles sont les idées principales à défendre.

Toutes les nuances sont soumises au plénum et c'est pour éviter que ce travail de commission ne se répète en plénum que je vous invite, au nom de la majorité, à voter la proposition à l'alinéa 4. A titre personnel, je voterai avec la minorité.

Frau Stamm, Berichterstatterin: Die Mehrheit der Kommission hat sich für den Vorschlag ausgesprochen, dass Minderheitsanträge von mindestens drei Mitgliedern unterschrieben sein sollten, damit sie auf die Fahne kommen, weil sie nicht die Beratung von Einzel- oder Zweier-Minderheitsanträgen ins Plenum tragen wollte.

Dem tieferen Sinn dieser Regelung wird aber zuwidergehandelt mit dem Vorgehen, das Frau Grendelmeier anspricht: Ja, wenn ich dann nicht mehr auf der Fahne bin, dann sage ich es einfach einem Kollegen, der dann diesen Einzelantrag im Plenum stellt! Der Sinn wäre natürlich der gewesen, den wir aus Erfahrungen von kantonalen Parlamenten hörten: Wenn ein Kommissionsmitglied in der Kommission allein unterliegt und kein anderes Kommissionsmitglied dazu bringen kann, seine Meinung zu unterstützen, sollte es sich sagen: Offenbar war meine Idee doch nicht so gut. Das stand dahinter.

Es ist natürlich klar, dass dieser Gedankengang sich etwas anders darstellt, wenn ich von einer Fünfer-CVP-Delegation als einzelne auf weiter Flur mit meiner Meinung in der Kommission dastehe, als wenn ein Mitglied einer kleineren Fraktion, das keine Kollegen in der Kommission hat, ebenfalls allein auf weiter Flur dasteht. Das zur Verdeutlichung, was hier gemeint war.

Es geht nicht darum, dass man nachher diese Anträge einfach trotzdem stellt, sondern es ging darum zu sagen: Wenn man schon nicht einmal zwei weitere Kolleginnen oder Kollegen überzeugen kann, ist die Idee halt vielleicht doch nicht so gut. Das wollte die Kommission mit ihrer Version erreichen. Sie rechnete, Herr Iten, doch mit einer Zeitersparnis.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Minderheit	68 Stimmen
Für den Antrag der Mehrheit	44 Stimmen

M. Borel, rapporteur: De l'article 21 à l'article 39a, les propositions de la commission répondent à trois motifs: parvenir à une meilleure systématique du texte, adapter les règles à celles du Conseil des Etats sans en modifier le fond, et procéder à quelques modifications d'ordre rédactionnel. Sur le fond, nous ne

prendrons la parole que pour répondre aux propositions de M. Braunschweig, à l'article 27, et de M. Iten, concernant l'heure des questions.

Art. 21–26

Angenommen – Adopté

Art. 27

Abs. 1, 1bis, 2–5 – Al. 1, 1bis, 2–5

Angenommen – Adopté

Antrag Braunschweig

Abs. 1ter

.... von weniger als drei Mitgliedern unterstützt worden sind

Proposition Braunschweig

Al. 1ter

.... par moins de trois membres sont traitées

Braunschweig: Es geht nochmals um eine Minderheitenfrage: Wie gross oder wie klein soll die Minderheit sein, damit eine parlamentarische Initiative im Rat ordentlich, mündlich, mit Rede und Gegenrede oder in schriftlichem Verfahren gemäss neuer Bezeichnung V behandelt wird? Die Kommission schlägt vor, es müssten mindestens fünf Mitglieder diese Minderheit bilden.

Ich mache Ihnen beliebt, dass wir uns auf drei Mitglieder beschränken. Ich erinnere Sie daran: Es geht um eine parlamentarische Initiative, und dieses Instrument kommt unserer ureigensten Aufgabe als Gesetzgeber am nächsten. Deswegen sollten wir an dieser Stelle besonders offen, grosszügig legislieren. Wenn drei Mitglieder ein Begehren hegen und vortragen wollen, dann sollte auch in diesem Saal, im Plenum, die Diskussion ermöglicht werden, unabhängig davon, ob diese drei Mitglieder eine mittlere Fraktion repräsentieren oder ob sie sich aus verschiedenen Fraktionen zusammensetzen. Es genügt nicht, sich auf das schriftliche Verfahren zu beschränken und auf ein Votum, das dem Initianten bleibt. Es ist eine staatspolitische und damit eine grundsätzliche Frage; deswegen habe ich diesen Minderheitenantrag gestellt.

Aus Ihrer eigenen Parteigeschichte wissen Sie, dass neue Ideen vor Jahrzehnten oder vielleicht im letzten Jahrhundert zuerst von einzelnen, von wenigen vertreten worden sind. Unabhängig davon, ob es sich um eine konservative, um eine liberale, eine sozialistische oder grüne Partei handelt, immer waren es Minderheiten, die mit einer Idee hervorgekommen sind, die zunächst auf Ablehnung gestossen sind und die sich oft erst nach Jahrzehnten durchgesetzt haben. Diese geschichtliche Erfahrung haben wir alle gemacht.

Ich erinnere an ein jüngeres Beispiel: In den fünfziger Jahren waren es nur einzelne, die von Umweltschutz, Umweltzerstörung gesprochen haben; sie wurden nicht ganz ernst genommen, doch aus diesem Anliegen ist ein Problem geworden, das uns heute allen bekannt ist.

Deswegen bitte ich Sie, sich auch in diesem Falle zugunsten der Minderheit zu entscheiden, aus staatspolitischen und aus geschichtlichen Gründen. Stimmen Sie meinem Antrag zu.

Hess Peter: Ich beantrage Ihnen, der Kommissionsversion zuzustimmen und den Minderheitenantrag Braunschweig abzulehnen. Im Gegensatz zum Votum von Herrn Braunschweig handelt es sich hier weniger um staatspolitische Überlegungen, die wir in der Kommission angestellt haben, als um ein eminentes Anliegen der Rationalisierung der Parlamentsarbeit.

Nachdem ich selber Urheber dieses Kommissionsantrages war, gestatte ich mir zwei, drei Bemerkungen dazu: Statistisch gesehen haben wir seit der erstmaligen Benützung des Instruments der parlamentarischen Initiative im Jahre 1964 jährlich ungefähr fünf bis zehn parlamentarische Initiativen gehabt. Ich habe mir von früheren Ratskollegen und von älteren Mitgliedern dieses Rates sagen lassen, dass der parlamentarischen Initiative immer ein sehr hoher Stellenwert zukam. Das heisst, das einzelne Ratsmitglied hat nur dann zur parlamentarischen

Initiative gegriffen, wenn wirklich ein bedeutendes Anliegen zur Debatte stand. Für weniger wichtige Anliegen sind ja die übrigen Ratsmittel wie die Motion, das Postulat oder die Interpellation gegeben.

Nun mussten wir aber feststellen, dass in den letzten drei Legislaturperioden die Anzahl der parlamentarischen Initiativen sprunghaft zugenommen hat. So haben wir gemäss einer Statistik, die mir hier vorliegt, in den Jahren 1983 bis 1987 65 parlamentarische Initiativen verzeichnet, allein im Jahre 1985 23, im Jahre 1986 26 gegenüber nur 7 im Jahre 1984.

Wenn wir nun ergründen, warum es zu dieser sintflutartigen Zunahme der parlamentarischen Initiativen und damit zur Entwertung dieses Instruments gekommen ist, ist festzustellen, dass es vor allem einzelne Ratsmitglieder waren, die dieses Instrumentarium missbraucht haben. Ich benutze ausdrücklich das Wort «missbraucht haben», und zwar deshalb, weil sie mit den anderen Mitteln, nämlich dem Postulat oder der Motion, im Rat keinen Erfolg hatten. Da haben sie einfach mit Postulats- oder Motionsanliegen den Weg der parlamentarischen Initiative beschritten, weil ihnen damit – gestützt auf das Reglement – eine Diskussion im Rat zustand.

Was bedeutete das aber für die Parlamentsarbeit? Bei jeder parlamentarischen Initiative wurde sofort nach der Einreichung eine Kommission bestellt, und wir mussten vor allem auch im Rahmen der ständigen Kommissionen feststellen, dass es zunehmend schwieriger wurde, Sitzungsdaten zu finden, weil sehr viele Sitzungsdaten bereits durch solche Ad-hoc-Kommissionen für parlamentarische Initiativen besetzt waren.

Aus diesem Grunde suchten wir in der Kommission nach Mitteln und Wegen, um wieder eine Reduzierung der Anzahl der parlamentarischen Initiativen zu finden. Wir wollten gleichzeitig den Stellenwert dieses sehr wichtigen Instrumentes wieder anheben.

Wir wollten es damit erreichen, dass wir gesagt haben, die Hauptdiskussion solle in der Kommission stattfinden. Damit würde indirekt auch eine Aufwertung dieser Kommissionsarbeit erreicht. Nur wenn mindestens fünf Mitglieder der entsprechenden Kommission dieses Anliegen unterstützen, soll im Rat nochmals eine Diskussion stattfinden. Andernfalls wäre das schriftliche Verfahren zu wählen. Es geht also nicht darum, dass man der Minderheit oder dem unterliegenden Initianten das Wort überhaupt verweigern will, sondern man will aufgrund der Bedeutung des Anliegens und aus dem Verlauf der Kommissionsarbeit heraus entscheiden, ob im Rat nochmals eine mündliche oder eine schriftliche Behandlung stattfinden soll.

Wenn Sie die Unterlagen, die Ihnen Ende Januar zugeschickt wurden, studiert haben, haben Sie festgestellt, dass eine lange Serie von unerledigten parlamentarischen Initiativen vorhanden ist. Ich befürchte, dass wir auch die für diese Session traktandierten parlamentarischen Initiativen nicht werden behandeln können. Das Anliegen ist also von hohem Stellenwert.

Ich bitte Sie, jetzt nicht aus Minderheitsüberlegungen die Hürde, die wir bewusst erhöhen wollen, wieder herabzusetzen.

Frau Grendelmeier: Es erstaunt mich nicht, mit welcher Offenheit inzwischen von Missbrauch eines parlamentarischen Instrumentes gesprochen wird. Es ist genau diese Befürchtung, Herr Hess, die uns dazu gebracht hat, diese Minderheitenanträge zu stellen, beispielsweise auch mit Bezug auf Artikel 20, weil man unterstellt, dass ein Parlamentsinstrument, das uns gegeben ist, missbraucht wird.

Ich habe schon zuvor gesagt: Das Postulat, die Motion, die Interpellation waren ursprünglich die Hauptwerkzeuge des einzelnen Parlamentariers – heute stehen sie uns nicht mehr zur Verfügung; sie werden nicht mehr ernst genommen. Darüber haben wir x-mal geredet, Herr Hess. Sie geben selber zu, dass sie niemand mehr benutzt. Aber Sie fragen sich nicht, weshalb sie niemand mehr benutzt. Es sind nicht nur die Linken, die Grünen oder die LdU-Mitglieder, die parlamentarische Initiativen einreichen, sondern alle diejenigen, die gemerkt haben, dass die anderen Instrumente nichts mehr taugen. Nun haben wir zwar neu der Behandlung der persönlichen Vorstösse ei-

nen festen Platz zugewiesen, aber wir wissen noch nicht, ob das etwas bringt.

Wenn Sie ganz bewusst und wiederholt gesagt haben, es würde hier etwas missbraucht, stellt das ein merkwürdiges Demokratieverständnis dar. Ich bin der Meinung, auch der Initiator einer parlamentarischen Initiative habe das Recht, sich zum Inhalt dieser Initiative zu äussern, vor allem, wenn er nicht nur eine allgemeine Anregung gemacht hat, sondern vielleicht einen Gesetzentwurf vorlegt. Dann muss er mehr Zeit haben, eine kurze Erklärung reicht nicht, um seine Idee auch vor dem Plenum zu entwickeln.

Da will man nun einmal mehr abklemmen und stoppen, also genau das machen, wovor ich zu Beginn gewarnt habe. Es ist ein Disziplinierungsreförmchen, das vor allem versucht, auf Kosten der Minderheiten den Ratsbetrieb zu straffen. Das wird in aller Offenheit zugegeben, Herr Hess; ich bin nicht einmal mehr erstaunt darüber.

Ich bitte Sie, den Antrag von Herrn Braunschweig zu unterstützen. Er verlangt immerhin noch drei Unterschriften; er verlangt nicht gar keine. Und es ist ein Unterschied, ob ich fünf oder ob ich drei Unterschriften sammeln muss.

M. Borel, rapporteur: Tout à l'heure, vous avez donné raison à la minorité Pitteloud en prétendant que trois étaient trop. Maintenant, M. Braunschweig nous dit: «Trois c'est assez, mais cinq c'est trop».

Tout d'abord, je reviendrai à l'intervention de M. Hess qui a parlé d'usage abusif (Missbrauch) de l'initiative parlementaire. Cela ne reflète en tout cas pas l'opinion largement majoritaire de la commission qui a estimé que l'usage croissant de cet instrument que représente l'initiative parlementaire provient du fait que la procédure concernant les motions et les postulats était complètement bloquée. Les suggestions que nous vous soumettons à propos des postulats et des motions devraient inverser cette tendance et permettre aux députés qui souhaitent déposer une proposition sous forme de motion de conserver l'espoir qu'elle soit un jour traitée par le Parlement. On évite ainsi l'exercice de la transformer en initiative pour avoir un peu plus de chances de la voir traitée par le Parlement.

Mais, après l'audition des experts, la commission est restée convaincue du fait que, l'initiative parlementaire étant garantie par la constitution, c'était un instrument qui méritait d'être sauvegardé et qu'il fallait donc continuer à prévoir la réunion d'une commission pour en délibérer et livrer ses conclusions au plénum. Rien n'interdit à la commission, même si l'initiative a été soutenue par plus de cinq membres, de proposer à la Conférence des présidents de groupe de la classer en procédure écrite. Rien n'interdit à la Conférence des présidents de groupe de lui donner suite et au plénum d'accepter cette décision. Il s'agit simplement de savoir si, au cas où on ne réunit pas un nombre suffisant de signatures, la procédure devient automatiquement écrite.

Je vous rappelle que dans de nombreux exemples, le dilemme ne se rapportait pas à l'acceptation ou au refus de l'idée de fond de l'initiative. Très souvent, pour répondre à une initiative, la commission responsable proposait l'adoption de ses grandes lignes sous forme de motion. Par conséquent, notre plénum devait plutôt trancher entre la forme de l'initiative et la forme de la motion. C'est la raison pour laquelle il serait plausible, même si l'initiative recueille plus de cinq voix en commission, que la majorité décide qu'une procédure écrite suffise pour convaincre le plénum d'adopter la forme de la motion plutôt que celle de l'initiative. Je rappelle que si la procédure est écrite l'auteur de l'initiative a malgré tout le droit de défendre brièvement son point de vue. Les rapporteurs de la commission et le Conseil fédéral auraient alors l'obligation de répondre également brièvement. Il y aurait donc un bref débat devant le plénum qui ne prendrait pas ses décisions sans fondement. Une telle pratique pourrait malgré tout accélérer les débats.

Frau Stamm, Berichterstatterin: Es ist bekannt, dass mehr parlamentarische Initiativen eingereicht werden, weil Motionen und Postulate nicht oder lange nicht behandelt werden.

Herr Hess hat in seinen Ausführungen hier das starke Wort «Missbrauch» benutzt; er hat gesagt, er benutze es bewusst. Hinter diese Aussage würde sich wahrscheinlich nicht die Mehrheit der Kommission stellen, d. h. sie würde die Wahrnehmung eines parlamentarischen Rechtes nicht mit diesem starken Ausdruck umschreiben.

Die Mehrheit schlägt Ihnen nun vor, dass das Vorprüfungsverfahren schriftlich geführt werden soll, wenn die Initiative in der Vorprüfungskommission nicht von fünf Mitgliedern unterstützt wird. Das Initiativrecht wird also nicht tangiert.

Ich muss nun die Entscheidung unserer Kommission mit einem ganz abgedroschenen Sprichwort verteidigen: «Man kann den Pelz nicht waschen, ohne ihn nass zu machen.» Wir können in dieser Parlamentsreform weder Zeit sparen noch Straffung oder rationellere Abläufe herbeiführen, wenn wir nicht da und dort das Rederecht von Parlamentarierinnen und Parlamentariern einschränken.

Es tut mir persönlich auch einiges weh, was wir hier vorgeschlagen haben. Aber wenn wir mit den gleichen Sessionen und in der gleichen Zeit wie bisher mit unseren Geschäften über die Runden kommen wollen, dann müssen wir halt da und dort Einschnitte, Einschränkungen bei der Redezeit machen. Hier wäre wieder so ein Fall: Man könnte ein Geschäft automatisch schriftlich behandeln, wenn es nicht von fünf oder mehr Mitgliedern unterstützt wird.

Ich bitte Sie, den Vorschlag der Kommission zu unterstützen.

Persönliche Erklärung – Déclaration personnelle

Hess Peter: Man hat mir vorgeworfen, dass ich das Wort «Missbrauch» benutzt habe.

Ich kann Ihnen aber – wenn Sie das wollen – belegen, dass Mitglieder unseres Parlaments mit Motionen und Postulaten im Rat untergegangen sind und dann einfach das gleiche Thema mit der parlamentarischen Initiative wieder gebracht haben. Das ist Missbrauch, nicht die grundsätzliche Wahl des Instruments der parlamentarischen Initiative.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	84 Stimmen
Für den Antrag Braunschweig	43 Stimmen

Art. 28–34, 34a, 35, 36, 36a, 37, 38, 38a
Angenommen – Adopté

Art. 38b (bisher Art. 71a)

Antrag Item

Abs. 4

Der Vertreter des Bundesrates antwortet kurz. Auf gleichlautende oder thematisch zusammengehörende Fragen erfolgt eine gemeinsame Antwort.

Abs. 5

Auf Fragen, für welche die Zeit nicht reicht, antwortet der Bundesrat schriftlich nach der Regel

Art. 38b (art. 71a actuel)

Proposition Item

Al. 4

Le représentant du Conseil fédéral répond brièvement. Il donne une réponse commune aux questions de même teneur ou se rapportant au même sujet.

Al. 5

Le Conseil fédéral répond par écrit, selon la règle s'appliquant aux questions ordinaires, aux questions auxquelles il n'est pas possible de donner une réponse durant le temps disponible.

Item: Der Zweck der Fragestunde war und ist es auch immer noch zu erreichen, dass die Zahl der übrigen persönlichen Vorstösse, namentlich der Interpellationen und der Einfachen Anfragen, etwas zurückgehen würden.

Sie können die statistischen Erkenntnisse über dieses Thema selber interpretieren. Die Fragestunde hat auf jeden Fall den gewünschten Erfolg und die erhoffte Verbesserung nicht gebracht. Trotzdem ist sie ein wichtiges Ventil für persönliche

Vorstösse, die wegen unserer Dauerüberlastung überhaupt nicht zur Behandlung gelangen. Vergleichbar mit der Fragestunde ist die Einfache Anfrage oder, genauer gesagt, die dringliche Einfache Anfrage, mittels der jedes Mitglied des Rates vom Bundesrat über Angelegenheiten des Bundes Auskunft verlangen und hierfür beim Ratspräsidenten auch Dringlichkeit beantragen kann.

Der Vorteil der Frage in der Fragestunde liegt darin, dass ein Sprecher des Bundesrates persönlich Stellung zu nehmen hat; in der Regel ist es der Departementschef. Dadurch erhält die Frage, aber auch die Antwort, eine gewisse zusätzliche politische Bedeutung. Was meines Erachtens hauptentscheidend ist: Die Antwort des Bundesrates wird nicht nur dem Fragesteller gegeben, sondern dem gesamten Nationalrat und gleichzeitig, über die Medien, auch der Öffentlichkeit. Dies ist dann wohl auch der Hauptgrund, dass man die Fragestunde nicht ersatzlos und lediglich zugunsten des Verfahrens der Einfachen Anfrage fallenlassen sollte.

Hingegen ist auch der Hinweis auf die Tatsache, dass die Fragestunde jeweils ein geeigneter Zeitpunkt für Besuche auf der Tribüne sei, von der Sache her nicht ausreichend, obwohl auch ich einsehe, dass sie natürlich sehr attraktiv ist für einen Besucher. Man hat die Möglichkeit, einer Schulklasse oder einer andern vermutlich staatsbürgerlich interessierten Gruppe nicht nur einen relativ gut besuchten Nationalrat zeigen zu können, sondern die Parade praktisch aller Bundesräte innert kürzester Zeit, sofern – was während der Sessionen glücklicherweise ab und zu vorkommt – alle sieben Bundesräte vorübergehend in der Schweiz anwesend sind.

Arithmetische Berechnungen reichen nicht aus, die Fragestunde zu rechtfertigen. Sie ist aber eine wichtige politische Komponente unseres Ratsbetriebes, die durch kein anderes parlamentarische Mittel sonst erreicht wird, nämlich zu wirklich aktuellen Fragen möglichst schnell eine summarische Antwort des Gesamtbundesrates zu bekommen.

Um die Fragestunde auch für die nächste Zukunft retten zu können, ist sie möglichst rationell zu gestalten. Mit dem Antrag auf Zusammenfassung thematisch gleicher Fragen – bzw. Antworten – wollen wir zunächst das legalisieren, was wir in den letzten Jahren praktisch schon durchgeführt haben. Mit dem weiteren Antrag auf Verzicht auf die im Grunde genommen nie genau definierbare oder nicht definierte Zusatzfrage wollen wir die Konsequenzen aus gewissen Erfahrungen ziehen, im Bewusstsein, dass dieser Verzicht auf die fakultative Zusatzfrage im Grunde genommen keinen echten, realen Verzicht darstellt.

Sie können es im Amtlichen Bulletin nachlesen; in aller Regel sind die Zusatzfragen eigentlich keine Zusatzfragen, sondern vielmehr Statements der Fragesteller, somit eher persönliche Erklärungen oder sachliche Richtigstellungen, oder es sind wiederholte Kundgebungen der eigenen Meinung, vor allem dann, wenn sie von der Meinung des Bundesrates abweicht. Sehr oft sind sie auch einfach Ausdruck des Unwillens über die Antwort des Bundesrates.

Es ist auch interessant festzustellen, was einzelne Mitglieder unseres Rates unter einer kurzen Frage oder noch kürzeren Zusatzfrage verstehen. Diese kann bis auf eine halbe Schreibmaschinenseite ausgedehnt sein und bis zu fünf Teilfragen umfassen. Das Wichtigste aber ist, dass die Antwort des Bundesrates, weil sie eben nur summarisch ist und sein darf, in der Regel ohnehin viel mehr Zusatzfragen offenlässt, als wir eigentlich gerne stellen möchten. Die Antwort auf die Zusatzfrage, sofern der Bundesrat jemals hier eine solche gegeben hat, ist dann nicht mehr eine Antwort des Gesamtbundesrates, sondern lediglich noch eine persönliche Äusserung des Departementschefs und deshalb zwar interessant, aber politisch und staatsrechtlich nur noch relativ. Aus diesem Grund kann sie weggelassen werden, ohne dass deswegen dem einzelnen Mitglied des Rates ein Recht abhanden kommt.

Der Antrag auf Verzicht auf die Zusatzfrage ist deshalb gerechtfertigt. Er ist ein kleiner Beitrag zur rationelleren Ratsführung und erfüllt im übrigen zwei wesentliche Kriterien:

1. Die Fragestunde soll spontan sein, aber nicht improvisiert. Wir dürfen vom Fragesteller erwarten, dass er sich auf die wesentlichen Punkte seines Themas konzentriert oder, wenn er

das nicht will oder kann, dass er dann eine andere Form der parlamentarischen Fragestellung wählt.

2. Der Verzicht auf die Zusatzfrage wird auch der Fragestunde von ihrer politischen Bedeutung her gerecht, denn bei aller Selbstachtung sollen wir natürlich die Fragestunde nicht überbewerten. Auch wer dieses Instrument bejaht, wird im Laufe eines Jahres oft genug Gelegenheit haben, sich zu fragen, was das Ganze denn eigentlich solle. Auch über den Gehalt der bundesrätlichen Antworten kann man sehr oft geteilter, um nicht zu sagen enttäuschter Meinung sein, und oftmals sind die Antworten sogar exemplarisch nichtssagend. Aber eben, das Instrument heisst ja «Fragestunde» und nicht «Antwortstunde».

Ich bitte Sie deshalb um Unterstützung unseres Antrages zu Artikel 38b.

M. Borel, rapporteur: M. Iten a dit tout le bien qu'il pensait de l'heure des questions. Cette heure des questions a été quelque peu remise en cause en commission mais, à une très large majorité, cette dernière est arrivée aux mêmes conclusions que M. Iten. Elle a également implicitement admis le principe du maintien de la question complémentaire que voudrait supprimer M. Iten.

A titre personnel, je dirai que ces questions complémentaires prennent peu de temps; cette possibilité n'est utilisée que par moins de la moitié des auteurs de questions, qu'elles sont la plupart du temps brèves, comme les réponses, donc il n'y a guère de perte de temps.

Par ailleurs, c'est une des très rares occasions qui permettent au Conseil fédéral de s'exprimer avec spontanéité, sans un texte établi avant le débat et il serait certainement regrettable d'y renoncer.

Frau Stamm, Berichterstatterin: Die Kommissionsmehrheit ist der Meinung, dass die Fragestunde beibehalten werden soll. Wir haben auch Kenntnis genommen davon, dass aufgrund der Fragestunde die Einfachen Anfragen zurückgegangen sind. Wir sehen hier also eine Beziehung. In der Kommission lag kein Antrag vor, dass auf die Zusatzfrage verzichtet werden solle, so dass ich Ihnen hier auch keine Empfehlung der Kommission abgeben kann. Eine persönliche Bemerkung: Wenn die Zusatzfrage schon nicht vom Fragesteller her spontan gestellt wird, so ist sie mindestens eine Gelegenheit, die Spontaneität des befragten Bundesrates herauszufordern. Ich überlasse Ihnen den Entscheid, ob wir diese Möglichkeit abschaffen sollen.

Persönliche Erklärung – Déclaration personnelle

Ledergerber: Herr Kollega Iten, ich kann Ihren Antrag nicht verstehen. Bei allem Respekt vor der Erfahrung, die Sie als guter Präsident dieses Rates gesammelt haben, ist mir dieser Antrag im Zusammenhang mit der Parlamentsreform unverständlich. Wir werden auch mit Ihrem Antrag nach wie vor eine Fragestunde haben; wir gewinnen keinerlei Zeit mit dem Antrag, den Sie gestellt haben. Die Zusatzfrage ist doch der einzige spontane Farbtupfer, den wir in diesem Parlament noch haben! Die einzige Manifestation der Parlamentarier, die nicht schon am Sonntag vorher geschrieben ist und nachher abgelesen wird! Und wenn der Bundesrat nachher auf die Fragen und Bemerkungen, auf die Äusserungen des Unwillens spontan antworten muss, so empfinden wir es auch als wohlthuend, dass es nicht ein Statement ist, das die Verwaltung vorher geschrieben hat, sondern dass wirklich in diesem Rahmen noch «parlamentiert», mit Rede und Antwort spontan gesprochen wird.

Ich bitte Sie, diesen Farbtupfer, dieses Lebenselement im Parlament, nicht auch noch auszulöschen.

*Abs. 1–3 – Al. 1–3
Angenommen – Adopté*

Abs. 4, 5 – Al. 4, 5

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Iten
Für den Antrag der Kommission

97 Stimmen
40 Stimmen

Art. 39, 39a*Angenommen – Adopté***Art. 40**

M. Borel, rapporteur: Nous vous proposons de redonner plus de poids aux pétitions. Il nous paraît important que, lorsque les commissions ont terminé leurs travaux, le plénum mette à l'ordre du jour de la session suivante l'objet correspondant. Nous avons prévu ce principe et réservé une case le dernier vendredi de la session pour garantir que cette règle ne soit pas simplement une règle en l'air, mais qu'une plage horaire soit prévue dans le programme pour respecter ce principe.

Frau Stamm, Berichterstatterin: Beachten Sie bitte, dass wir in Artikel 40 Absatz 4 den Petitionen ihren festen Platz einräumen. Diese sollen in der Regel in der Session behandelt werden, die der Kommissionssitzung folgt, in welcher sie behandelt wurden. Wir sind es den Petitionären schuldig, diese Geschäfte nicht einfach vor uns herzuschieben, wie das bisher häufig geschah, sondern ihnen einen festen Platz einzuräumen und an jenem Freitagmorgen jeweils bis 11.00 Uhr hierzulassen, um diese Petitionen zu behandeln.

*Angenommen – Adopté***Art. 41, 42***Angenommen – Adopté***Art. 43***Abs. 1, 2 – Al. 1, 2**Angenommen – Adopté**Antrag Hubacher**Abs. 3 (neu)*

Soweit der Arbeitsanfall bzw. die Pendenzen es erfordern, dauern die ordentlichen Sessionen vier Wochen.

*Proposition Hubacher**Al. 3 (nouveau)*

Lorsque le volume des affaires à traiter l'exige, la session ordinaire sera de quatre semaines.

Hubacher: Ich kann es kurz machen. Wir sind der Meinung, man sollte sich auch überlegen, wieviel Zeit wir brauchen, um unsere Aufgaben zu erfüllen, und nicht nur, wieviel Zeit wir einsparen können. Die jetzt vorgeschlagenen Reformen gehen an das Minimum dessen, was uns an Diskussionszeit noch zugemutet werden kann. Mehr einsparen können wir wohl kaum mehr, wenn wir den Begriff «Parlament» und den Betrieb, den ein Parlament ausmacht, beibehalten wollen.

In den letzten Jahren hat nicht nur unsere Disziplin etwas nachgelassen – wir reden vielleicht zuviel, das ist zuzugeben, das ist der Preis der Freiheit –, sondern die Geschäftslast hat eben auch zugenommen. Und eigentlich ist die Parlamentsstruktur immer noch die gleiche wie vor Jahrzehnten. Da stellt sich die Frage, ob wir nicht doch Zeit zugeben müssen, ob es nicht sinnvoll wäre, wenn wir mit Geschäften im Rückstand stehen und Pendenzen haben, die nicht mehr zu verantworten sind, eine vierte Sessionswoche zuzugeben; wir können sie ja von Fall zu Fall selber beschliessen.

Daher stellen wir den Antrag, uns nicht weiter einzuschränken. Wir müssen einsehen, dass wir mehr Arbeit zu erledigen haben als beispielsweise vor zwanzig Jahren. Von daher ist es nicht so erstaunlich, dass eben vier mal drei Wochen nicht mehr ausreichen. Soviel Zeit stand schon vor fünfzig Jahren zur Verfügung.

Ich bitte Sie daher, diesen Antrag zu unterstützen.

M. Borel, rapporteur: Avant d'aborder la proposition de M. Hubacher, je dirai que si nous suivons les propositions de la commission, nous pourrions, après l'entrée en vigueur de notre nouveau règlement, siéger le lundi au-delà de 19 h 30. Dans l'esprit de la commission, il s'agissait essentiellement des lundis de la deuxième et de la troisième semaine qui seraient con-

sacrés aux motions, postulats et interpellations, afin de ne pas les laisser trop longtemps en attente. Pour le reste, les modifications horaires correspondent à peu près à ce que nous pratiquons actuellement, en contradiction avec notre règlement.

Concernant la proposition de M. Hubacher, dans la loi sur les rapports entre les conseils, l'article 8ter parle de la Conférence de coordination qui regroupe le Bureau du Conseil des Etats et la Conférence des présidents de groupe; il est dit que cette conférence de coordination «établit le calendrier annuel des sessions, harmonise les programmes», etc. C'est donc cette dernière qui – mais actuellement de manière tacite – prévoit en fait des sessions de trois semaines. Mais nous ne trouvons nulle part dans les textes mention de ces trois semaines.

Cette conférence pourrait également prendre l'initiative de convoquer et de planifier pour l'année à venir des sessions de quatre semaines. Pas forcément quatre sessions de quatre semaines, mais certaines sessions de trois semaines et certaines de quatre. Cette question a été discutée en commission et une majorité s'est dessinée pour le *statu quo*, c'est-à-dire le principe de quatre sessions de trois semaines et, si nécessaire, une session extraordinaire d'une semaine par forcément rattachée à une des sessions ordinaires.

Dans l'esprit des discussions qui ont eu lieu en commission, je ne peux que vous recommander d'en rester au *statu quo* et de refuser la proposition de M. Hubacher.

Personnellement, je constate, avec la commission, que si nous siégeons avec des horaires de plus en plus chargés, c'est en raison des travaux toujours plus nombreux auxquels nous devons faire face. Ce n'est pas seulement des séances de nuit, des séances de relevée et des séances interminables les lundis qui nous permettront de résoudre les problèmes, mais parfois la seule solution sera véritablement une semaine supplémentaire. Je voterai donc, à titre personnel, la proposition de M. Hubacher:

Frau Stamm, Berichterstatterin: In Artikel 43 haben wir die Sitzungszeiten festgelegt, und Sie sehen, dass wir eigentlich nur für die Sitzungszeit des Montags von dem abgewichen sind, was wir bereits kennen. Montags wird ab 14.30 Uhr mit Open end verhandelt, wir haben also keine Schlusszeit eingeführt. Das hat den Sinn, dass am zweiten und dritten Montag der Session persönliche Vorstösse behandelt werden sollen und dass die Möglichkeit besteht, die Liste der entsprechenden Vorstösse durchzubehandeln und bis in die Nacht hinein zu tagen. Im übrigen sind die Zeiten so wie bisher.

Herr Hubacher macht nun den Vorschlag, die Session sei auf vier Wochen auszudehnen, wenn die Pendenzen es erfordern. Wir haben in der Kommission über vierwöchige Sessionen diskutiert; die Kommission hat einen entsprechenden Vorschlag abgewiesen.

Gemäss Artikel 8ter des Geschäftsverkehrsgesetzes beraten und beschliessen die Fraktionspräsidentenkonferenz des Nationalrates und das Büro des Ständerates als Koordinationskommission den jährlichen Terminplan der Sessionen. Es ist nirgends vorgeschrieben, dass diese Sessionen drei Wochen dauern müssen, aber die Kommission hat es abgelehnt, sie generell auf vier Wochen zu verlängern.

Im Sinn der Kommissionsberatungen muss ich Ihnen beantragen, beim Status quo zu bleiben – dreiwöchige Sessionen, gelegentlich eine ausserordentliche Session – und den Vorschlag von Herrn Hubacher abzulehnen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Hubacher
Dagegen

48 Stimmen
92 Stimmen

Art. 44 – 47*Angenommen – Adopté***Art. 48***Abs. 1, 3, 4 – Al. 1, 3, 4**Angenommen – Adopté*

Antrag Hafner Rudolf
Abs. 2
Unverändert

Proposition Hafner Rudolf
Al. 2
Inchangé

Hafner Rudolf: Es geht um Artikel 48 Absatz 2. Hier wird eine Ausschlussbestimmung hereingenommen, das heisst, der Ratspräsident wäre berechtigt, ein Mitglied unseres Rates, wenn sogenannte Unruhe aufkommt, aus der Ratsverhandlung auszuschliessen oder absolut von der Sitzung wegzuweisen.

Wir sind der Auffassung, dass diese neue Bestimmung hinterfragt werden müsste. Es ist immerhin so, dass wir ja alle gewählte Volksvertreter sind; wenn jemand ausgeschlossen werden soll, dann wäre das doch ein sehr starker Eingriff in die Ratsverhandlungen.

Ich habe volles Vertrauen, dass das unser heutiger Präsident sicher integer handhaben würde, aber es geht ja eigentlich nicht darum, ob ein Präsident das quasi so oder so wertet. Ich kann mich jedenfalls in den zwei Jahren meiner Ratszugehörigkeit an keine Situation erinnern, wo ein Ausschluss eines Ratsmitgliedes gerechtfertigt gewesen wäre.

Da einmal ein paar Kolleginnen gestrickt haben, kann man sich ja fragen, ob das z. B. ein Grund wäre, jemanden auszuschliessen. Irgendwie ist es sehr subjektiv, wie man etwas wertet. Ich persönlich halte das Stricken für eine nützliche Tätigkeit, der immerhin rund die Hälfte der Schweizer Bevölkerung von Zeit zu Zeit nachgeht. Ich empfinde es als sehr prekär, wenn man dem Präsidenten zugesteht, dass er jemanden auszuschliessen soll oder muss.

Ich habe noch die Frage an die Kommissionssprecher, ob es rechtlich überhaupt geprüft wurde. Gemäss Verfassung hat der einzelne in der Versammlung ein Vorschlagsrecht, und zwar nicht nur gerade bei einer parlamentarischen Initiative. Das Vorschlagsrecht kann ja auch so verstanden werden, dass damit auch ein Antragsrecht verknüpft ist. Wenn jemand von der Sitzung ausgeschlossen werden kann, stellt sich doch die Frage, ob diese Verfassungsbestimmung nicht tangiert ist. Auf jeden Fall ist es doch so: Wenn ein Ratsmitglied vom Präsidenten ausgeschlossen werden kann, ist das doch etwas recht Tiefgreifendes.

Ich bitte Sie, unserem Antrag zuzustimmen, dass man das überprüft und vor allem die Frage der Verfassungsmässigkeit noch abklärt.

M. Borel, rapporteur: Cet objet a été discuté en commission à la demande du Bureau qui, à la suite de quelques manifestations sur la tribune, très vraisemblablement suscitées par des membres du conseil, n'était pas content, non seulement à cause de ces manifestations mais aussi à cause de la modération et de la mansuétude avec lesquelles le président avait réagi. Or, lorsque ces objets ont fait l'objet de discussions en commission, de l'eau avait coulé sous les ponts. Il semblait bien qu'il s'était agi d'incidents peu graves et il ne convenait en tout cas pas d'introduire un code disciplinaire du député. En revanche, cela avait été évoqué lors de la discussion, il ressortait que le droit d'exclure un membre de l'assemblée était de la compétence du président, dans le droit actuel déjà, et que, de ce fait, on pouvait le mentionner spécifiquement. Mais je dois reconnaître, Monsieur Hafner, que cela n'a pas été étudié à fond et que, en particulier, aucun avis d'expert juridique n'a été demandé sur cette question de privation du droit de proposition. On pourrait imaginer que la sanction ait pour conséquence l'impossibilité d'intervenir sous forme de proposition, mais si je me souviens bien les incidents en question avaient eu lieu lors de longs débats d'entrée en matière et l'on pouvait donc exclure le membre et lui permettre de revenir sitôt le débat d'entrée en matière terminé. De toute manière, dans les cas précis que nous avons vécus dans ce parlement, nous n'imaginions pas en commission que le président aurait dû prendre une sanction aussi sévère. Puisque certains membres de la commission avaient convaincu l'ensemble de la

commission que c'était dans les compétences du président, nous estimions utile de le mentionner mais nous n'en faisons pas un cheval de bataille.

Frau Stamm, Berichterstatterin: Sie erinnern sich an Vorfälle, bei denen der Ratsbetrieb von der Tribüne aus gestört wurde und bei denen man annahm, diese Vorfälle hätten einen Zusammenhang mit Mitgliedern im Plenum. Damals wurde die Frage an unsere Kommission gerichtet, ob für solche Vorfälle nicht ein eigentliches Disziplinarrecht für (oder gegen) Parlamentarier geschaffen werden sollte.

Die Kommission war in ihrer grossen Mehrheit der Meinung, dass ein solches Disziplinarrecht nicht nötig sei, dass diese Vorfälle sehr selten seien und dass der Präsident über genügend Kompetenzen verfüge, die Ruhe und Ordnung in diesem Saal, wenn sie gestört würde, wiederherzustellen.

Die Kommission war auch der Meinung, dass der Präsident schon beim geltenden Gesetz die Möglichkeit hätte, ein Ratsmitglied, das durch Unruhe, durch Lärm usw. den Ratsbetrieb stören würde, aus dem Saal zu weisen. Nur kann sich niemand daran erinnern, dass das schon je einmal vorgekommen ist, und wir nehmen auch nicht an, dass das je vorkommen wird.

Wir müssen zugeben, dass wir die Rechtsfrage, die Herr Hafner aufgerollt hat, nämlich ob das verfassungsmässig überhaupt vertretbar sei, nicht abgeklärt haben. Wir sind bereit, das auf die zweite Lesung hin abklären zu lassen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	75 Stimmen
Für den Antrag Hafner	41 Stimmen

Art. 48a

M. Borel, rapporteur: En ce qui concerne l'ordre en salle, je voudrais dire tout d'abord, afin de rassurer les francophones en tout cas, lesquels pourraient être effrayés par le titre d'«Ordre (nouveau)», qu'il s'agit de donner au Bureau la compétence d'établir des directives véritablement pratiques et non pas de s'occuper de principes de base de discipline.

Frau Stamm, Berichterstatterin: Wir sind uns alle einig, dass hier im Saal manchmal eine Lautstärke und ein Va-et-vient herrschen, die den Ratsmitgliedern, welche einer Debatte folgen möchten, die Arbeit ausserordentlich erschweren. Wir waren der Meinung, für diese praktischen Probleme sollte das Büro einmal Richtlinien erlassen – wie sie vergleichsweise ausländische Parlamente kennen, wo zum Teil Schweigepflicht herrscht –, wie wir es denn eigentlich in diesem Saal halten wollen, damit die Mitglieder, die den Debatten folgen wollen, das auch tun können. Es geht also nicht um einen Angriff auf Grundrechte der Parlamentarier. Es geht ganz praktisch um ein Aufrechterhalten einer gewissen Ordnung und Ruhe.

Angenommen – Adopté

*Hier wird die Beratung dieses Geschäftes unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

*Schluss der Sitzung um 19.35 Uhr
La séance est levée à 19 h 35*

Parlamentarische Initiative (Ott) Parlamentsreform

Initiative parlementaire (Ott) Réforme du Parlement

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1990
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Februarsession
Session	Session de février
Sessione	Sessione di febbraio
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	01
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	86.246
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	05.02.1990 - 14:30
Date	
Data	
Seite	5-25
Page	
Pagina	
Ref. No	20 018 292

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.